

Comité
Communiste
Internationaliste
(Trotskyiste)

COMBATTRE POUR EN FINIR AVEC LE CAPITALISME



Pour la construction d'un Parti Ouvrier Révolutionnaire et d'une Internationale Ouvrière Révolutionnaire

GRECE, SYRIE, PALESTINE, USA, ESPAGNE,...
LA CRISE MONDIALE DU CAPITALISME
MET LA REVOLUTION A L'ORDRE DU JOUR



N° 24
4 novembre 2011
Prix : 1,00 €

Egypte, Tunisie :
la révolution face aux menaces
de la contre-révolution

p. 19 & 23

**Vers une crise
révolutionnaire en France ?
Etat des lieux**

p. 5

Contact :
ccit@cci-t.org
Site : <http://cci-t.org>

Sommaire complet.....p. 4

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

LA CRISE MONDIALE DU CAPITALISME MET LA REVOLUTION A L'ORDRE DU JOUR

UNE CRISE ECONOMIQUE ET FINANCIERE SANS PRECEDENT

La crise économique, financière et bancaire du capitalisme s'approfondit et s'accélère de jour en jour : croissance en berne aux USA comme en Europe, hausse du chômage, austérité, menaces de krach... Longtemps différée à coups de crédit, d'endettement, de planche à billets et de mille et un autres expédients, la crise balaye désormais les digues les unes après les autres. Aucune bourgeoisie, aucun gouvernement, aucune réunion internationale ne parvient à l'arrêter.

Le renflouement public des banques et des entreprises en 2008-2009 a conduit à l'explosion des dettes publiques, les plans de relance pris en Europe, aux USA, en Chine...se sont perdus dans les sables, les plans d'austérité qui les ont suivis et se succèdent désormais amènent à une plus grande récession, rien n'arrête la marche à la dislocation. Au contraire, chaque mesure prise pour tenter d'enrayer la dégringolade se transforme en un facteur supplémentaire de crise. C'est tout le système capitaliste mondial qui court à une catastrophe économique sans précédent.

L'Europe en particulier, attelage de bourgeoisies concurrentes rendu plus instable par la crise, se déchire. La faillite de la Grèce, les menaces sur l'Italie, l'Espagne, le Portugal..., asphyxiés par la récession d'un côté et la hausse des taux d'intérêts sur leur dette publique de l'autre côté, mettent à nouveau les banques européennes au bord du gouffre. A peine moins chancelante, la bourgeoisie française, dont les banques sont particulièrement exposées, essaye de mutualiser les pertes sur le Fonds européen de solidarité financière tandis que l'Allemagne n'entend pas verser un euro pour lui venir en aide. Le mythe d'une économie européenne unifiée s'écroule, les plus forts dictent leurs conditions aux plus faibles, mais tous sont inexorablement entraînés dans la chute.

...AUX CONSEQUENCES DE PLUS EN PLUS DURES

De la Grèce à l'Espagne, de la Grande-Bretagne à l'Italie, partout, des plans d'austérité frappent les salariés, jeunes, chômeurs etc. En Grèce, après de multiples attaques contre les travailleurs sur les retraites, les salaires, 30 000 fonctionnaires viennent d'être mis en chômage technique, avec une baisse de salaire de 40%, avant d'en licencier 100 000 en 2012. En Grande-Bretagne, le Premier Ministre annonce la suppression de 300 000 postes de fonctionnaires, en Italie hausse de la TVA et report de l'âge légal pour le départ en retraite des femmes tandis que le patron de Fiat fait sortir son entreprise du système des conventions collectives. Le sidérurgiste Arcelor Mittal, après la fermeture du dernier haut fourneau de Florange en Moselle vient de confirmer celle des hauts fourneaux de Liège, déclarant que : « *les sites ne sont plus rentables dans un contexte de surcapacités dues au ralentissement de la demande en Europe.* » Le patron de Peugeot annonce quant à lui des « *temps plus difficiles* » en prévoyant une chute des ventes. L'Allemagne elle-même s'attend à un PIB négatif pour le dernier trimestre 2011 et une croissance quasi-nulle pour 2012.

Le capitalisme ne sortira pas de cette crise comme il a pu sortir, même si ce n'était que temporairement, des crises précédentes des vingt ou trente dernières années. Les limites du système sont atteintes et dépassées. Une régression phénoménale est à l'ordre du jour si la classe ouvrière et la jeunesse ne parviennent à y mettre un terme. Mais comment faire ?

COMMENT SE BATTRE ?

Partout dans le monde, la classe ouvrière, la jeunesse et plus largement la majorité de la population entraînée dans une misère grandissante tente de résister, des USA à la Grèce ou à la Bolivie. En Tunisie et en Egypte, les masses, dans un puissant et courageux mouvement révolutionnaire, sont même parvenues à chasser les dictateurs. Mais sur quel axe se mobiliser, sur quel programme et comment se battre ? En Grande Bretagne c'est à Cameron et au gouvernement des Conservateurs que les masses doivent faire face, en France c'est à Sarkozy et l'UMP, mais en Grèce ou en Espagne, ce sont le PASOK et le PSOE qui appliquent sans faillir la pire austérité. En Tunisie et en Egypte, les gouvernements censés installer la démocratie manœuvrent en réalité pied à pied pour faire triompher la réaction sans qu'aucune revendication ne soit satisfaite. N'y aurait-il d'autre solution que les sacrifices imposés, quelle que soit la couleur du gouvernement ?

Quand elles cherchent à se battre, comme en Grèce aujourd'hui, comme en France au moment de la bataille sur les retraites, les masses se heurtent aux appareils syndicaux qui refusent d'organiser la mobilisation unie pour chasser le gouvernement et multiplient les journées d'action sans perspective. Quand un mouvement révolutionnaire comme en Tunisie et en Egypte pose directement la question de qui doit gouverner la société, les partis et organisations qui organisent la classe ouvrière, la jeunesse et les masses déshéritées refusent de combattre ouvertement pour installer un gouvernement ouvrier et paysan, remettant le sort de la révolution dans les mains de la bourgeoisie. Les mouvements des Indignés, nés en Europe en réaction à la compromission irrémédiable des appareils politiques et syndicaux du mouvement ouvrier et aux USA de l'absence même de tout parti ouvrier, ne font que revendiquer une plus grande démocratie tout en reprenant la politique des partis réformistes qui critiquent les « excès » du capitalisme.

REFORMISME OU COMMUNISME ?

Tous les partis réformistes, et leurs avatars qui se réclament de la révolution, mais pour les jours de fêtes seulement, du PS au Parti de Gauche, expliquent que la crise n'est due qu'aux excès du capitalisme : c'est la faute des financiers et des spéculateurs, la faute des agences de notation, la faute à la dérégulation des marchés. Un peu plus de moralité, quelques bonnes lois, un meilleur partage des richesses suffiraient donc à remettre de l'ordre. Mais la spéculation débridée qui va de bulle en bulle n'est pas la cause de la crise du capitalisme, c'est au contraire une de ses conséquences. C'est le système capitaliste tout entier qui génère la spéculation en accumulant sans cesse plus de capital qui ne trouve plus à s'investir dans la production avec des conditions de rentabilité satisfaisantes. C'est le système capitaliste tout entier qui entraîne la surproduction d'un côté et la misère de l'autre côté. C'est le système capitaliste tout entier qui exige de se payer sur la bête alors que le taux de profit diminue. Dès lors que ces partis refusent de s'attaquer réellement au capitalisme, ils se couchent devant la nécessité de défendre leur bourgeoisie quand ils sont aux commandes et proposent, quand ils sont dans l'opposition, des solutions de replâtrage diverses dont le point commun est d'être totalement inopérant face à la crise et l'objectif partagé est de détourner les masses du combat pour en finir avec le capitalisme.

Les partis réformistes affirment vouloir « *mettre les banques au pas* », en faisant une place aux représentants de l'Etat dans leurs conseils d'administration. Mais cela ne prépare nullement le contrôle des banques, mais au contraire l'adossement des créances douteuses sur les fonds publics. **Expropriation des banques, ouverture des livres de comptes, mise en place d'une banque unique totalement sous contrôle du gouvernement ouvrier, voilà le programme qu'il faut mettre en œuvre.** Alors que les partis réformistes traditionnels entendent rembourser les dettes publiques, on entend souvent à leur gauche la revendication d'annulation de la dette. Evidemment les travailleurs ne sont en rien responsables de la crise du capitalisme et des dettes publiques contractées pour sa survie. Mais l'annulation de la dette publique sans l'expropriation des banques et le contrôle ouvrier sur tous les capitaux est impossible, sauf à se ranger derrière sa propre bourgeoisie pour tenter d'imputer à d'autres le financement des dettes.

Les partis réformistes proposent de taxer les revenus du capital et de dégager ainsi des dizaines de milliards pour promouvoir une politique plus favorable aux salariés, aux investissements etc. Mais de quoi parle-t-on ? Des revenus boursiers ? Mais quand la crise frappe, les faramineux revenus boursiers fondent justement comme neige au soleil, car il s'agit pour l'essentiel de capital fictif qui n'existe et ne s'accroît que tant que les bulles spéculatives montent. De surcroît, comme il n'est pas question d'exproprier les détenteurs de capitaux, les spéculateurs de tout poil se réfugieront sur d'autres places financières plus accueillantes. S'agit-il alors de taxer les profits des entreprises ? Vous n'y pensez pas, ce serait contrevenir à la sacro-sainte compétitivité, alourdir les charges et mettre ainsi peut-être en péril des emplois. A partir du moment où on l'accepte, la loi du profit capitaliste a une logique implacable. Dès lors, ces milliards que les réformistes disent pouvoir trouver en taxant le capital font penser à Perrette et le pot au lait. **Expropriation des grandes entreprises, mise en place d'un plan de production en fonction des besoins de la société et non plus des profits, voilà le programme qu'il faut mettre en œuvre.**

Certains mêmes dans les partis réformistes n'hésitent pas à défendre le protectionnisme, prétendant ainsi protéger les emplois de la concurrence « déloyale » des autres capitalistes exploitant ailleurs la main d'œuvre à moindre coût. Mais le protectionnisme ne fera qu'appeler le protectionnisme, hérissant partout des barrières commerciales et douanières et précipitant encore plus vite la dislocation des échanges et la récession. En réalité, le protectionnisme, non seulement est illusoire, mais c'est l'argument d'une bourgeoisie affaiblie et aux abois qui ne voit d'autre solution que de tenter de faire l'union nationale contre l'étranger. **La défense des emplois exigent au contraire l'interdiction de tous les licenciements, et pas seulement les licenciements « boursiers ». Impossible, diront les capitalistes, l'usine n'est plus rentable, nous perdons de l'argent...Raison de plus pour exproprier l'entreprise et en confier la gestion aux travailleurs.**

Les partis réformistes militent bien entendu pour une coopération internationale qui corrige les « excès » du capitalisme, interdise la concurrence déloyale et règle harmonieusement les problèmes à l'échelle de la planète. Mais c'est du vent ! La crise du capitalisme va au contraire aiguïser la concurrence entre les principales bourgeoisies, attiser les menées impérialistes, précipiter les affrontements entre elles. **Seule la lutte pour le socialisme mondial peut amener la coopération entre les peuples et permettre à l'humanité de répondre aux gigantesques défis qui lui sont posés.**

Plus que jamais, la crise mondiale du capitalisme impose de construire une Internationale Ouvrière Révolutionnaire, des Partis Ouvriers Révolutionnaires dans chaque pays, pour ouvrir la voie au renversement de la bourgeoisie, aux gouvernements des travailleurs, au socialisme.

En France, les appareils syndicaux ont réussi, en 2009 contre les mesures d'austérité de Sarkozy, puis en 2010 sur les retraites, à empêcher que ne déferle la grève générale qui pouvait emporter le gouvernement. Bien que considérablement affaiblis, pris dans les affaires, minoritaires même au Sénat, Sarkozy et son gouvernement n'en continuent pas moins, protégés qu'ils sont par les dirigeants syndicaux. Le tract intersyndical de la dernière journée d'action du 11 octobre demandant aux salariés « *d'intervenir pour peser sur le gouvernement, le patronat et les débats parlementaires en cours et à venir* » suffit à le montrer. Dans ces conditions, de nombreux travailleurs et jeunes, même sans grande illusion sur Hollande et son programme, tenteront d'utiliser les présidentielles et le bulletin de vote pour se débarrasser de Sarkozy. Si Sarkozy était battu, cela ne pourra être qu'un encouragement au combat révolutionnaire des masses pour imposer leur propre gouvernement, un gouvernement ouvrier qui s'attaque réellement au capitalisme.

le 16 octobre 2011.

**« S'il n'y avait pas eu d'accord, ce n'était pas simplement l'Europe qui
sombrait dans la catastrophe, c'était le monde entier »**

Sarkozy, le 27 octobre 2011.

Champagne, donc ! Après l'adoption d'un plan de sauvetage de l'euro dans la nuit du 26 au 27 octobre, les bourses mondiales se sont envolées le jeudi 27, Paris augmentant par exemple de 6,28 %. Finie, la crise ? En réalité, les marchés n'ont fait que saluer le fait que l'explosion n'a pas eu lieu cette nuit-là. Car l'accord très laborieusement entériné par les gouvernements de la zone euro ressemble à une usine à gaz dont la mise en œuvre est du plus grand flou : les banques européennes renonceraient volontairement à la moitié des dettes qu'elles détiennent sur la Grèce, soit 100 milliards d'euros.

Mais la Grèce continuera à ployer sous la dette restante souscrite auprès des banques et des Etats, soit 250 milliards d'euros, qu'elle sera tout aussi incapable de rembourser. Un plan de recapitalisation des banques européennes a été décidé, de 106 milliards d'euros, pour faire face notamment à leurs pertes sur la Grèce. Mais comment ? Les banques devront financer elles-mêmes cette recapitalisation, avec le risque de restriction et de renchérissement des crédits aux particuliers, ou en faisant appel aux capitaux privés, et en dernier ressort seulement avec l'aide des fonds publics. Le FMI avait estimé très récemment à 200 milliards d'euros cette recapitalisation nécessaire, d'autant que de graves menaces pèsent sur les autres prêts qu'ont consentis les banques à l'Italie, l'Espagne etc.

Cette recapitalisation se fait donc à minima et avec de plus des risques supplémentaires de récession. Enfin, pour faire face justement à un défaut de paiement de l'Italie, dont la dette publique avoisine les 1 900 milliards d'euros, de l'Espagne etc. les moyens du Fonds Européen de Stabilité Financière doivent être portés de 440 milliards d'euros à 1 000 milliards d'euros. Déjà, ces 1 000 milliards d'euros semblent insuffisants au regard des déficits abyssaux qu'ils sont censés garantir. Mais de plus ils n'existent pour le moment que sur le papier. Car aucun pays européen ne peut et ne veut plus abonder, à commencer par l'Allemagne, première contributrice, qui refuse d'aller plus loin et qui refuse également que la Banque Centrale Européenne actionne pour ce faire un peu plus la planche à billets, au grand dam de la France qui voyait là un moyen merveilleux d'aplanir les difficultés.

Alors par quel miracle ces moyens seront-ils plus que doublés ? En créant des sortes de satellites à ce fonds européen, dont le financement serait assuré par des capitaux privés internationaux ou des Etats soucieux d'y investir une partie de leur réserves monétaires en euros, d'où la démarche de Sarkozy auprès des autorités chinoises, sitôt le sommet européen bouclé. Mais si la Chine se dit poliment intéressée, pour quelques 75 milliards d'euros, ce qui reste loin du compte, elle entend évidemment monnayer des contreparties en demandant la levée des barrières commerciales que les autres impérialismes lui imposent encore dans le cadre de l'OMC. Ce qui n'arrange pas les affaires...

La seule cohérence qui résulte de ce dernier sommet, c'est le renforcement de l'austérité et des attaques contre les salariés. L'Italie est fermement priée de prendre des mesures drastiques, l'Espagne doit d'urgence rendre son marché du travail plus flexible, les grecs sont surveillés comme le lait sur le feu et tous les pays de la zone euro devront adopter avant la fin 2012 la fameuse règle d'or visant à interdire le déficit budgétaire. Pendant ce temps, toutes les perspectives de croissance pour 2012 s'écroulent les unes derrière les autres. Ce 27 octobre, les bourses ont peut-être sablé le champagne un peu vite.

SOMMAIRE

- Editorial : la crise du capitalisme met la révolution mondiale à l'ordre du jour p. 2
- Vers une crise révolutionnaire en France ? Etat des lieux p. 5
- Mayotte, de la révolte sociale à la révolte politique p. 15
- L'Egypte écartelée entre grèves de masse et préparatifs contre-révolutionnaires p. 19
- Tunisie : face à la révolution qui continue, la réaction regroupe ses forces..... p. 23
- En défense du combat révolutionnaire des masses syriennes p. 25
- La Chine surendettée inquiète l'impérialisme mondial p. 26
- Grèce : lors de la fête nationale du 28 octobre, l'Etat bourgeois pris à partie par la jeunesse dans tout le pays..... p. 27
- La crise du capitalisme et le partage des richesses p. 28
- Dernière publication p. 33
- Qui sommes-nous ? p. 34

VERS UNE CRISE RÉVOLUTIONNAIRE EN FRANCE ? ÉTAT DES LIEUX

INTRODUCTION

La situation intérieure a été marquée dans la période estivale par la poursuite de la crise politique de la clique au pouvoir. Crise politique et morale, dérive en tout genre qui ont des répercussions au sein même de la classe dirigeante. On s'approche, du moins sous l'aspect de la conjoncture objective, de cet état décrit par Gramsci, où « ceux d'en haut ne peuvent plus, et ceux d'en bas ne veulent plus ».

Cette crise touche également l'opposition institutionnelle (PS, Verts, Radicaux de gauche, Parti de Gauche, PCF et les formations qui se réclament, ne serait-ce que formellement, de la révolution et du socialisme (NPA, LO, POI, Groupe « Le Militant »).

Sur tous plans en fait une ombre qui enveloppe tout le débat politique : celle de l'échéance présidentielle de mai 2012.

Entre les partis du dispositif bourgeois et au sein même de ceux-ci, la division est grande. Elle est à la mesure des inquiétudes que font peser la crise et les réactions toujours possibles des masses et de la jeunesse, toujours plus critiques et distantes face à ce pouvoir qui les paupérise, fragilise leurs acquis sociaux et menace leurs libertés.

C'est essentiellement la raison pour laquelle Nicolas Sarkozy a jugé opportun d'introduire quelques bémols dans sa posture de vibronnant omni-président, pour tenter d'endosser le costume, à vrai dire un peu ample pour lui, du Président gaullien de la mythologie de la V^e République : se plaçant au-dessus des partis, laissant gouverner son premier ministre et se préoccupant exclusivement du fameux « domaine réservé », comme tout récemment encore où il est venu, devant deux intervieweurs d'une totale complaisance, poser en sauveur de l'Europe, et donc, selon lui, du Monde entier, à la télévision.

Pourtant il n'est rien moins que sûr que le rôle de pointe qu'il a tenu à jouer dans l'affaire libyenne, par exemple, lui apporte tout le bénéfice politique qu'il en escompte, tandis que la litanie des soldats français tués au combat en Afghanistan, commence à inquiéter, même les sphères proches du pouvoir.

Le processus est bien sûr imparfait et laisse apparaître ici ou là des dérapages comme celui de la fameuse envolée contre l'« irresponsable » ex-premier ministre Jean-Pierre Raffarin, coupable d'avoir vigoureusement protesté contre le projet de taxation des parcs à thème (sujet qui lui tient d'autant plus à cœur qu'il est avec le défunt René Monory, un des parrains du « Futuroscope » de Poitiers). Mais on remarquera que peu avant l'ouverture de l'Université d'été de l'UMP à Marseille, fait assez peu fréquent pour être noté, le bouillant Sarkozy a été obligé de manger son chapeau en remisant sa mesurette au magasin des accessoires.

Dans le même ordre d'idées, l'enterrement discret de la loi sur la dépendance, est un signe de l'anxiété croissante du pouvoir de voir monter en puissance un mouvement de protestation massif contre les aspects les plus scandaleux de sa politique antisociale. Bien entendu, cela ne signifie nullement que la poursuite du processus de déréglementation et de dé-tricotage des services publics (santé, éducation¹, formation, protection sociale) soient en quoi que ce soit ralentis et encore moins remis en cause.

Et à cela il y a une bonne raison, à laquelle les partis, syndicats et organisations de la gauche institutionnelle ou de « rupture » ne font, volontairement ou pas, jamais allusion : c'est que ce conseil d'administration du grand capital que constitue le gouvernement actuel n'a pas d'autre choix, du fait qu'il est partie prenante de la crise mondiale de l'impérialisme dont l'été et le début du présent automne ont été l'occasion de mesurer la gravité, l'ampleur et la pérennité désormais ancrée dans le paysage politique mondial, que de pousser toujours plus loin cette entreprise, comme le laissent clairement entrevoir les mesures annoncées par le gouvernement (et confirmées, même si c'est d'une façon quelque peu honteuse et camouflée, par le « challenger » maintenant officiel qu'est François Hollande).

Sans reprendre ici tous les points du rapport circonstancié sur cette crise systémique que vient de publier le CCI(T) suite à ses Journées d'Études, des 1^{er} et 2 octobre derniers², il convient tout d'abord d'examiner dans quelle position critique se trouvent non seulement la droite et ses alliés du centre, mais aussi le Parti socialiste et, dans une moindre mesure, ce regroupement qui s'autoproclame la « gauche de la gauche ».



Nicolas Sarkozy durant son interview du 28 octobre 2011

¹ Dans le domaine universitaire par exemple, les observateurs remarquent que la paupérisation en milieu étudiant s'accroît dans des proportions inquiétantes sur tous les plans essentiels : alimentation, santé, logement. Selon l'Observatoire de la vie étudiante « les dépenses obligatoires » à l'Université ont augmenté de 33 % entre 2006 et 2010, tandis que dans la même période les aides sociales ne progressaient que de 13 %. « *Faut-il s'étonner*, ajoute Jean-François Julliard du *Canard enchaîné* (daté du mercredi 7 septembre 2011 dans un article intitulé « Bonne rentrée, les pauvres ! », p. 8 dont sont également tirées les informations ci-dessus), si la part des enfants d'ouvriers et d'employés a décliné pendant la même période de 1 à 6 % selon les filières universitaires ? »

² Cf. *Rapport international soumis à la discussion des Journées d'Études du CCI(T) des 1^{er} et 2 octobre 2011*. Première partie : *La crise*, Supplément au n°23 de « *Combattre pour en finir avec le capitalisme* » (octobre 2011), p. 1-10

LA FRANCE DANS LA TOURMENTE DE LA CRISE SYSTEMIQUE MONDIALE

Dans une récente déclaration au Figaro, le gourou de la Sarkozye, l'économiste-penseur Alain Minc, pouvait déclarer que la fameuse notation AAA pour l'instant accordée à la France par les non moins célèbres agences de notation, n'était rien moins qu'un « trésor national », excusez du peu !

Un trésor que les récents développements de la conjoncture économique française (baisse de l'activité économique, fermetures d'entreprises, reprise du chômage à un niveau jamais atteint depuis 2000, paniques des investisseurs et des banques) expose à des menaces de plus en plus précises et ouvertement formulées par certaines agences de notation.

Aujourd'hui on en est arrivé au point où plusieurs experts envisagent (comme l'avait déjà laissé entendre Christine Lagarde, la nouvelle directrice générale du FMI) comme possible la faillite d'une des grandes banques françaises, la Société Générale étant particulièrement dans le collimateur, la gestion discutable du nouveau patron, Frédéric Ouvéa, nommé à la suite de l'affaire Kerviel, allant même jusqu'à provoquer une véritable panique le 10 août dernier quand des rumeurs de faillite colportées par un journal britannique firent chuter brutalement le cours de l'action de 20 %. La récente mise en cause de l'établissement bancaire par l'Agence Fédérale de Financement du logement (FHFA) des Etats-Unis en raison de la vente de 1,3 milliards de dollars (920 millions d'euros) de titres pourris, n'a évidemment rien fait pour améliorer l'image de la banque et pour rassurer y compris les simples détenteurs de comptes courants, par ailleurs pillés sans vergogne de frais exorbitants en tout genre qui ont suscité l'émoi des associations de consommateurs et des autorités financières européennes.

Le 24 août dernier, le premier ministre François Fillon dont on avait beaucoup moqué le rôle tout à fait subalterne auquel le reléguait l'activisme forcené de son Président et qui avait suscité critiques et sarcasmes dans son propre camp au début de la législature, en déclarant que les « caisses étaient vides », a donc présenté un plan de rigueur visant à diminuer progressivement le déficit du pays actuellement à 5,7 % du PIB, à 4,5 % en 2012, puis aux fatidiques 3 % exigés par les instances européennes.

Plan de rigueur qui va d'ailleurs être nécessairement aggravé puisque c'est plus de 30 milliards d'euros supplémentaires que nos gouvernants se disent maintenant contraints d'arracher à la population laborieuse pour financer la « rustine » qu'ils sont si fiers d'avoir apposée sur la roue bien mal en point du système économique européen.

Comme le soulignent les observateurs, ces « vertueuses » résolutions (d'autant plus « courageuses » qu'elles pèseront proportionnellement bien davantage sur les classes populaires et moyennes que sur les privilégiés), loin de constituer un horizon de sortie de crise basé sur l'effort commun et solidaire de tous comme essaient pathétiquement de nous en convaincre les ténors de l'UMP, sont au contraire grosses de nouveaux orages et de tempêtes encore plus redoutables. Beaucoup d'économistes ne manquent pas en effet d'attirer l'attention sur le risque de récession qu'elles comportent.

Dans un récent éditorial du Monde de l'économie (Cahier du Monde n° 20722 daté du mardi 6 septembre 2011), Pierre-Cyrille Hautcoeur, un économiste expert de l'EHESS s'exprime ainsi :

Le gouvernement est pris dans un dilemme conjoncturel apparemment insoluble : d'un côté, la crainte d'une attaque des marchés sur une dette publique qu'ils considéreraient soudain comme insoutenable impose une politique de rigueur budgétaire ; de l'autre, la faiblesse de la croissance et la reprise du chômage appellent une relance.

*La meilleure solution serait un rééquilibrage coordonné de la demande au sein de la zone euro. Le danger actuel vient en effet de la mise en place simultanée de plans de rigueur dans toute la zone, qui vont conduire à la réduction concomitante de demandes interne et externe dans tous les pays, et d'abord les voisins européens. **Jamais la demande en provenance de l'extérieur de la zone ne compensera ces réductions, car elle représente une trop petite part de la demande européenne**³.*

La toute récente publication des chiffres de la hausse du chômage pour le mois de septembre 2011 laisse apparaître une augmentation de demandeurs d'emploi de catégorie A de 26 800 personnes, soit 0,9 % en un mois, soit, selon les statistiques officielles, pourtant largement manipulées à la baisse, on le sait, 2 780 500 personnes (3 015 400 si l'on inclut les DOM) qui se trouvent au chômage depuis plus d'un an (85 000 de plus par rapport au chiffre enregistré l'an dernier à la même date). Si bien que le très sarkozyen ministre du travail Xavier Bertrand est contraint à présent de garder un silence prudent sur l'objectif d'un taux de chômage « stabilisé » à 9 % à la fin de l'année 2011, qu'il claironnait pourtant pouvoir atteindre encore en juillet dernier.⁴

C'est pourquoi l'arsenal de dispositions déployé par Fillon et globalement approuvé (à quelques pudeurs de jeune fille près) par les principaux candidats à la primaire socialiste et aspirants donc à la succession, est non seulement injuste (taxation sur les complémentaires santé, taxation sur l'épargne) mais totalement inefficace sur le double plan technique (en partie pour les raisons que nous venons d'évoquer et qui sont liées à la conjoncture mondiale) et politique.

Elles amènent en effet Sarkozy à en rabattre sur les « dogmes » qui l'avaient singularisé comme le « Président du pouvoir d'achat », « du travailler plus, pour gagner plus », « des amis du Fouquet's », « des GM du yacht de Bolloré » : suppression du bouclier fiscal (compensée, il est vrai, par un allègement de l'ISF par le passage de six tranches à deux tranches d'imposition), suppression envisagée de la défiscalisation des heures supplémentaires, bataille picrocholine mise en scène par les médias et les communicants aux ordres pour imposer à ses partenaires du G20 une taxe sur les transactions financières, abandon, dont nous avons déjà parlé, de la contre-réforme sur la dépendance, annonce par Sarkozy le 2 septembre dans les Vosges de la création de 20 000 emplois aidés, un emplâtre sur une jambe de bois que la majorité actuelle avait tant reproché aux socialistes au nom du refus de l'assistanat, dénoncé tout récemment encore par Laurent Wauquiez, actuel ministre de l'Enseignement Supérieur, qui n'avait pas hésité à qualifier le RSA et ses bénéficiaires « de cancer national ».

Embrayant sur cette véritable chasse aux prétendus « assistés », l'ancien ministre aux solidarités actives, Marc-Philippe Daubresse, vient de remettre au gouvernement un rapport dans lequel il préconise, sous le prétexte fallacieux d'améliorer le Revenu De Solidarité Active (RSA), la création de contrats de travail de 7 heures hebdomadaires rémunérés au SMIC horaire, doublée d'un fichier national centralisant les informations sur les bénéficiaires d'allocations sociales.

Au niveau inférieur des autorités locales, on assiste de la part des municipalités de droite à une multiplication des interdictions de cantines pour les enfants de chômeurs, à l'invention par tel ou tel maire de nouveaux délits, par exemple celui de fouillage de poubelles ou encore dans une grande ville comme Marseille celui de pratique de la mendicité.

Ce climat de véritable guerre sociale menée par les pouvoirs au service des nantis qui essaient ainsi de dresser une partie de la population dont ils se disputent les suffrages avec leurs opposants plus ou moins déterminés, aboutit à alarmer, au-delà de la frange des militants politisés, les associations humanitaires.

C'est ainsi que, se fondant sur les chiffres fournis par

l'INSEE pour 2009 qui établissent l'existence en France d'environ 8,2 millions de pauvres (c'est-à-dire de personnes ayant un revenu de moins de 954 euros mensuels, soit une augmentation de 4 % par rapport à 2008 et un pourcentage de 13,5 % de la population du pays contre 13 % l'année précédente), l'association « Médecins du Monde » en arrive à parler dans un récent rapport de la perspective d'un véritable « *krach sanitaire et social* » à brève échéance dans notre pays, au vu de la recrudescence de la pauvreté à laquelle « *s'ajoute une réponse publique plus sécuritaire que sociale* ». ⁵

³ C'est nous qui soulignons.

⁴ Cf. Le Monde du vendredi 28 octobre 2011 « Lourde aggravation du chômage en septembre », p. 10.

⁵ Cf. l'article de Dominique Angelini « *Vers un krach social et sanitaire ?* » dans l'hebdomadaire du NPA Tout est à nous n°121 du 27 octobre 2011, p. 1-2. En conclusion de son article, D. Angelini rapporte les propos peu rassurants tenus par un ministre anonyme au Journal du Dimanche : « *Si les choses tournent mal, nous devons baisser les retraites ainsi que les salaires des fonctionnaires* » qui montre clairement que le problème n'est pas seulement caritatif mais laisse présager une aggravation de la situation de toute la population laborieuse.

LE GOUVERNEMENT SARKOZY : UN POUVOIR CREPUSCULAIRE MAIS D'AUTANT PLUS OFFENSIF CONTRE LES TRAVAILLEURS ET LES LIBERTES DEMOCRATIQUES

Même sur le plan de la sécurité, cheval de bataille de Sarkozy, bien avant son accession à la présidence, la politique du chiffre imposée à des effectifs policiers en baisse, la surpopulation carcérale qui reste un scandale permanent dénoncé par plusieurs associations humanitaires, ont abouti à démentir de façon criante les roulements d'épaule et les proclamations tonitruantes de celui qui était fier de s'afficher comme le premier flic de France.

La valse des préfets à Marseille et l'actualité quotidienne ôtent toute crédibilité aux manipulations statistiques du supplétif Claude Guéant, souvent démenties par les syndicats de police eux-mêmes.

Sur le plan de « présidence irréprochable » opposée durant la dernière campagne présidentielle tant aux coulisses, il est vrai peu ragoûtantes de la Mitterrandie, qu'à celles, guère plus reluisantes, de la Chiraquie, les affaires successives du jet privé à 116 500 € d'Alain Joyandet, ministre démissionnaire car démissionné de la Coopération et les 11 000 € de cigares cubains payés sur fonds public de Christian Blanc, ex-ministre lui aussi du Grand Paris, mais surtout celle d'Eric Woerth, l'artisan de la contre-réforme des retraites, qui se prolonge tout récemment encore par les déclarations de la juge de Nanterre Isabelle Prévost-Desprez mettant gravement en cause le candidat Sarkozy pour avoir reçu en mains propres des enveloppes richement garnies de la part de Mme Bettencourt, dans le livre des deux journalistes du « Monde » (*Sarko m'a tué*, Paris, Stock, 2011) Fabrice Lhomme et Gérard Davet, ce dernier, cerise sur le gâteau, ayant été l'objet d'écoutes téléphoniques et de requêtes de transmission de fadettes de la part des services de la DCRI contre laquelle une plainte est en cours d'instruction.

Il faut ajouter à cela l'affaire des rétro-commissions ayant abouti au drame de Karachi, où il semble bien que Sarkozy, alors principal responsable de la campagne d'Édouard Balladur soit également impliqué, cette affaire ayant donné

lieu elle aussi à des développements tout récents, puisque l'homme d'affaires libanais Ziad Takiedine, longtemps au service des affaires louches de la Chiraquie (ventes d'armes au Pakistan et à l'Arabie Saoudite), puis passé au clan Sarkozy-Guéant-Copé et lié également au régime défunt de Mouammar Khadafi⁶, est récemment mis en cause à la suite de menaces de mort de type mafieux proférées à plusieurs reprises contre les journalistes de Mediapart Fabrice Arfi et Edwy Plenel entre autres par Pierre Sellier, responsable d'une agence d'intelligence économique proche du marchand d'armes libanais et de personnages importants de l'actuelle majorité.

Le moins qu'on puisse dire est que tout cela ne sent pas très bon et que cela commence à grincer dans les allées mêmes du pouvoir.

Ce sont toutes ces circonstances, sans qu'on puisse évidemment en hiérarchiser ni en périodiser de manière plus précise les causes, qui contribuent à créer ce climat délétère qui explique la chute de la popularité de Sarkozy dans l'opinion et le fait que dans les sondages d'opinion dont nous disposons actuellement, il arrive systématiquement derrière le gagnant de la primaire socialiste François Hollande, du moins au premier tour.

Il faut également parler de l'infléchissement très notable de la politique gouvernementale sur plan de la véritable chasse aux travailleurs émigrés, sans papiers ou non, mais même aux jeunes et travailleurs de nationalité française issus de l'émigration, qui va de pair avec le surgissement d'une parole raciste et/ou xénophobe décomplexée de l'« auvergnat » de Brice Hortefeux au « coréen national » d'Alain Marleix, ex-secrétaire d'état d'abord aux Anciens Combattants, puis auprès du Ministre de l'Intérieur et des collectivités territoriales (son compère en « blagues » xénophobo-françouillardes, B. Hortefeux) dans le second gouvernement Fillon et aux apéritifs « vin rouge-saucisson » organisés par

le chef de file de la « droite populaire », le député Lionel Luca, qui veut que son petit groupe soit la « garde de fer » de la majorité, lui dont le père fit partie de la milice fasciste roumaine de la Garde de Fer avant la guerre, pour émigrer en France après un passage par la case « Légion étrangère », en passant par les commentaires sur le « lobby juif » suscités par les journalistes de Sud radio (parmi lesquels se trouve, peut-être à son corps défendant, il faut bien gagner sa croûte, l'ex-rédacteur-en-chef de l'Humanité et M. Météo de TF1 Michel Cardoze), notamment le fondateur de « Reporters sans frontières » Robert Ménard qui se dit volontiers partisan de la peine de mort et qui trouve « bonnes » certaines des idées de Marine Le Pen, exactement comme l'avocat ultra-médiatique Gilbert Collard qui lui, a franchi un pas supplémentaire en acceptant d'être le Président du Comité de campagne de la candidate frontiste ou encore le souverainiste Paul-Marie Couteaux, ex-allié du très nationaliste et chauvin Jean-Pierre Chevènement au Mouvement des citoyens qui participe régulièrement aux meetings marinistes, sans compter les Eric Zemmour et les Jean-Paul Guerlain.

Tout récemment encore, il y a eu la réquisition par la police d'un tramway pour déplacer des Roms qui fait suite à la campagne scandaleuse menée par B. Hortefoux l'an dernier contre ces mêmes populations.

On peut citer, à titre emblématique de la politique de guerre sociale que là encore ce gouvernement des nantis et des corrompus mène contre les pauvres, avec cette différence qu'il ne s'agit plus là de pauvres autochtones, mais qui portent de surcroît la tare originelle de venir de pays qui firent autrefois partie de l'empire colonial français que la bourgeoisie avec le renfort ponctuel de la social-démocratie défendit avec l'acharnement et la brutalité que l'on sait (c'est précisément il y a quelques jours qu'on a célébré à Paris le tragique cinquantenaire de la ratonnade sanglante du 17 octobre 1961 pratiquée par la police du collabo Maurice Papon, reconverti en gaulliste pur sucre, contre une manifestation pacifique de nationalistes algériens), le sort qui a été réservé récemment à environ un millier de jeunes migrants Tunisiens, originaires du Sud de la Tunisie et qui avaient transité par l'île italienne de Lampedusa avant d'arriver en France au cours du printemps 2011.

Cette population représentait un cas particulier dans la problématique plus générale et bien connue des travailleurs sans papiers. En effet, munis d'un « permesso » italien qui leur avait été délivré par cet Etat (certes dans un dessein dont la pureté d'intention est plus que discutable), ces migrants n'étaient pas, du moins tant que ce document était encore en cours de validité, « illégaux », mais avaient le droit aux termes mêmes des accords de l'espace Schengen (quel que soit tout le mal que l'on peut et que l'on doit penser par ailleurs de telles dispositions) auxquels la France a bel et bien souscrit, de circuler librement et sans être en butte aux tracasseries policières dans tous les pays relevant de cet espace, y compris le nôtre.

En outre, aux termes d'un Accord franco-tunisien souscrit en 2008 au temps où la dictature de Ben Ali était encore en place, une partie de ces jeunes, en fonction des qualifications et expériences professionnelles acquises dans leur pays, pouvait rentrer dans le contingent des 3 500 travailleurs tunisiens que la France s'était alors engagée à accueillir et à intégrer tous les ans.

Or, force est de constater que la clique Sarkozy-Guéant n'a

pas fait le moindre pas dans le sens d'une application de ces accords qui l'engagent pourtant sur la plan du droit international et que, non contente de laisser pourrir la situation dans l'espoir de décourager un certain nombre de ces migrants et de les acculer à des situations de désespoir dans lesquelles ils se mettraient hors la loi et deviendraient expulsables, elle les a constamment soumis à un harcèlement, parfois accompagné de violences policières inacceptables, de la part de sa police qui a été jusqu'à détruire et à saccager des campements de fortune que ces jeunes travailleurs avaient été contraints de se ménager à la périphérie de la capitale pour tenter d'échapper un peu aux intempéries d'un été moins clément que de coutume.

Elle en a expulsé un certain nombre *manu militari* d'un immeuble de la rue Botzaris, dans le XIX^e arrondissement de la capitale, appartenant au RCD, le parti fantoche du dictateur déchu, sans doute de peur que des documents compromettants pour l'entente plus que cordiale entretenue par plusieurs membres du gouvernement Sarkozy (l'exemple de Mme Michèle Alliot-Marie, ex-Ministre des Affaires Étrangères et pièce maîtresse des trois gouvernements Fillon dans le cadre des équilibres toujours instables entre clans rivaux de l'UMP, n'étant à cet égard que le plus criant et le plus médiatisé) avec le régime tombé en janvier dernier y soient dénichés.

De son côté les autorités municipales de Paris, dirigées par le maire « socialiste » Bertrand Delanoë, tout en ne manquant jamais une occasion de proclamer son amour ardent pour la Tunisie et son peuple, a observé durant toute cette période une attitude dilatoire qui a contribué aussi à ce pourrissement de la situation que nous venons d'évoquer.

Il a même fait procéder en juillet à l'évacuation du Gymnase de la rue de la Fontaine-au-Roi où il avait d'abord accepté de loger une centaine de ces jeunes migrants, invoquant des motifs sanitaires largement imaginaires.

L'effet conjugué de ces deux politiques ont abouti le 28 septembre dernier à un véritable drame humain, la mort dans des conditions atroces de 4 de ces migrants tunisiens et de 2 de leurs camarades égyptiens dans l'incendie d'un squat de Pantin où ils avaient été contraints de trouver refuge

L'involution incontestable de la politique sécuritaire, répressive et xénophobe de ce gouvernement ne laisse pas d'inquiéter et doit mobiliser contre elle tous les militants révolutionnaires et, au-delà, les démocrates et les associations qui s'opposent pied à pied à de telles dérives, mais elle est si sensible et nouvelle qu'elle en vient même à créer un certain malaise au sein même de la majorité.

C'est ainsi qu'on peut voir un Patrick Devedjian qui a bien sûr aussi quelques raisons personnelles d'en vouloir au clan Sarkozy qui a tenté de l'évincer du gouvernement (il était ministre de la relance, ce qui effectivement, n'est plus, on l'a vu, d'une actualité brûlante !) et de sa chasse gardée des Hauts-de-Seine au profit de fils (mais dont il est finalement resté le Président du Conseil Général) et, pourtant ex-militant dans sa folle jeunesse du groupe fasciste Occident avec l'actuel Ministre de la Défense Gérard Longuet et l'ultralibéral Alain Madelin, pour l'instant relégué dans une position politique marginale, s'inquiéter dans ces termes dans une récente interview au Monde :

Sarkozy a gagné en 2007 sur le message du petit Français au sang mêlé. Cela correspond à quelque

chose de profond dans notre société et croire qu'on peut gagner en 2012 sur la thématique inverse est illusoire.

Indépendamment des calculs électoralistes dans lesquels les uns et les autres se complaisent jusque dans les rangs des partisans affirmés d'un changement révolutionnaire, la situation actuelle serait donc, on ne peut plus propice, à l'organisation d'une action d'ampleur et centralisée rassemblant tous les forces sociales intéressées au changement.

Pour ne prendre qu'un exemple tout récent : les conditions véritablement calamiteuses de la rentrée scolaire et universitaire (augmentation du coût de la scolarité pour les familles, bourrage des classes, suppressions de postes d'enseignants et de personnels d'encadrement scolaire, problèmes de la formation des nouveaux enseignants issus des concours de recrutement profondément altérés dans leur nature par la contre-réforme de la « masterisation », crise du logement étudiant, augmentation des droits d'inscription, suppression de certaines filières jugées peu rentables par ces nouveaux chefs d'entreprise que sont devenus les Présidents d'Université) suscite ici et là des mouvements de révolte spontanée de parents d'élèves, de jeunes, d'étudiants, mais les directions syndicales qui auraient l'occasion d'organiser un mouvement d'ampleur en liaison avec les autres graves préoccupations qui accablent la plus grande partie de la population, n'ont en fait prévu qu'une grève le 27 septembre, alors que la rentrée avait été effectuée et qu'il devenait plus difficile par conséquent de mobiliser professeurs, parents et élèves.

Du côté des grandes confédérations syndicales, on observe la même atonie puisque l'Intersyndicale (sans FO), après s'être réunie, n'a su accoucher que d'une « Journée nationale d'action interprofessionnelle le 11 octobre » qui sans être ridicule en nombre n'en était pas moins de l'avis d'une écrasante majorité des participants bien en-dessous de la riposte minimale qu'exigeraient les mesures antisociales d'ores et déjà prises et celles très menaçantes qui se profilent à l'horizon, tandis que FO, dont le secrétaire général Jean-Claude Mailly a déclaré le 25 août dernier que le plan anti-déficit de Fillon « *aurait pu être pire* », a fait cavalier seul le 20 septembre en organisant une « journée d'information ».

Comme on le voit, contrairement aux travailleurs et à leurs adhérents eux-mêmes, les dirigeants syndicaux ne semblent pas très pressés d'en découdre et, fait significatif, la journaliste du Monde daté du 3 septembre⁷ Claire Guélaud fait d'ailleurs opportunément remarquer que dans la déclaration Intersyndicale critiquant les mesures gouvernementales, les mots de « rigueur » et d' « austérité » qui sont pourtant employés couramment par nombre d'économistes bourgeois eux-mêmes, ne figurent même pas !

Par ailleurs ces dates sont évidemment choisies en fonction de celle prévue pour la tenue des élections de représentativité dans la fonction publique d'Etat et dans l'hospitalière, le 20 octobre, où entreront en vigueur les dispositions liberticides sur le plan des droits syndicaux adoptées avec l'approbation des grandes centrales du syndicalisme rassemblé, membres de la CES et de la CEI.

Dans la déclaration commune de l'Intersyndicale du 18 août, l'horizon de la concertation avec ce gouvernement pour arriver à un consensus de lutte en commun contre la

prétendue « crise de la dette » constitue l'horizon indépassable :

« Pour l'intersyndicale, des réponses nouvelles priorisant l'emploi, la cohésion sociale (protection sociale, services publics, ...), la réduction des inégalités (une autre répartition des richesses, le pouvoir d'achat, une autre fiscalité), la maîtrises des déficits publics sont urgentes.

L'intersyndicale, réunie ce jour, demande la tenue d'une véritable concertation sociale avec le gouvernement et le patronat pour examiner les mesures à prendre pour soutenir la croissance, soutenir l'emploi et réduire la dette tout en garantissant la cohésion sociale. »

Pourtant, l'argument souvent mis en avant par les bureaucrates syndicaux et leurs relais politiques, selon lequel la faible combativité des travailleurs empêcherait une offensive d'envergure contre le patronat et le gouvernement, est totalement fallacieux.

En fait, dans les entreprises, y compris celles qui, d'ordinaire, ne sont pas particulièrement à la pointe de la lutte des classes, les conflits se multiplient et prennent souvent un aspect de radicalité qui surprennent dirigeants syndicaux et responsables d'entreprise.

C'est le cas des travailleurs des Fonderies du Poitou d'Ingrandes dans la Vienne qui, en dépit des pressions exercées par l'administratrice de l'entreprise, suite au retrait du groupe Montupet, en faveur d'une reprise du travail n'offrant aucune garantie concrète en matières d'emplois, de levée des sanctions contre les grévistes, de salaires, ont reconduit leur grève le 25 octobre dernier.

Dans le même mouvement, il faut aussi noter la grève des facteurs du bureau de poste d'Echirolles en Isère contre une réorganisation des tournées de distribution de courrier aboutissant à la suppression de six postes qui, lancée le 19 septembre, vient d'aboutir à une victoire partielle se traduisant par le rétablissement de deux tournées (alors que la direction voulait au départ en supprimer quatre) et des aménagements demandés par les travailleurs en matière de repos hebdomadaires et de RTT.

Chez PSA-Citroën à Aulnay déjà sur la sellette depuis la publication d'un projet massif de licenciements au début de l'été ainsi qu'à Renault-Douai, des fermetures d'usines prévues pour la fin de ce mois d'octobre ont alerté les travailleurs d'autant plus que la direction du groupe PSA-Peugeot-Citroën vient d'annoncer la suppression de 6 000 postes en Europe, alors même que le chiffre d'affaires de l'entreprise enregistre une hausse de 3,5 %.

A Riom dans le Puy-de-Dôme, ce sont les ouvrières de l'entreprise Luminox qui ont mené un mois durant une lutte assez dure avec piquets de grève à la clef afin de lutter contre les 24 licenciements prévus, ne réussissant qu'à arracher des indemnités de licenciement beaucoup plus substantielles que celles proposées par le patron au début du conflit (60 000 euros pour chacune des 21 licenciées -3 postes ayant pu être momentanément préservés - au lieu de 50 000 euros prévus au départ pour l'ensemble des 24 licenciées prévues), en raison du soutien plus que modeste qui leur a été apporté par une partie des responsables de l'UD CGT locale.⁸

On pourrait multiplier ainsi les exemples, mais cela serait

vain, car il est clair que tous ces conflits fournissent deux éclatantes démonstrations : celle d'une combativité accrue des travailleurs, de plus en plus menacés dans leurs conditions de vie et de travail et qui sont bien conscients (contrairement au mépris affiché par la classe politique dirigeante et ses porte-parole médiatiques quant à la capacité de la population à mesurer les dangers de l'heure) que la conjoncture économique nationale, européenne et mondiale ne va qu'aggraver encore leurs difficultés.

Et qu'ils ont bien conscience aussi que, sans combat d'ensemble des travailleurs par la mise en branle des instruments syndicaux et politiques dont ils disposent et qu'ils doivent se réappropriés d'urgence en organisant parallèlement leur auto-organisation et leur contrôle vigilant face à toute tentative de désarmer leur volonté et leurs capacités de lutte, la puissance qui est la leur restera en jachère et ne pourra se déployer avec la nécessaire ampleur.

Enfin, pour compléter ce tableau, il est indispensable de parler de la situation insurrectionnelle qui se développe sur l'île de Mayotte, devenue en mars dernier département français et que la presse et les médias aux ordres passent rigoureusement sous silence, où, à l'appel d'un Collectif regroupant organisations syndicales et associations de

consommateurs qui n'est pas sans évoquer la lutte exemplaire de la LKP d'Élie Domota au début de l'année 2009, une grève générale accompagnée de manifestations violemment réprimées par la police mais massivement suivies qui dure maintenant depuis plus d'un mois sans faiblir (voir article p. 15)

⁶ C'est en voyageant dans un de ses avions privés, dans lequel la police française a trouvé au passage une valise contenant 1,5 millions d'euros en argent liquide vraisemblablement destinés à rémunérer un si précieux intermédiaire, que le journaliste du JDD Laurent Valdiguié a pu obtenir le 5 mars dernier une interview exclusif du colonel libyen, en plein milieu des opérations militaires du CNT, appuyées par les forces aériennes de l'OTAN, et tout particulièrement par la France et la Grande-Bretagne.

⁷ C. Guélaud, *Les syndicats appellent à une journée nationale d'action interprofessionnelle le 11 octobre. L'opportunité de faire grève ou pas divise toujours. L'intersyndicale se retrouvera le 15 septembre*, « Le Monde » daté du samedi 3 septembre 2011, p. 9.

⁸ Pour des détails sur ces conflits et sur d'autres, cf. « Lutte Ouvrière » n° 2256 du 28 octobre 2011, p. 12-15

LA RELEVÉ ?

Face à cette situation, le principal bloc politique qui se présente comme aspirant à la relève, celui formé par le PS et ses alliés radicaux de gauche, partage globalement l'analyse qui est celle du gouvernement sur les causes de la crise, même si, pour des raisons propagandistes évidentes, elle a tendance à mettre l'accent sur les responsabilités de la droite qui n'aurait pas pris à temps les mesures d'austérité qui, elle en convient implicitement, s'imposent.

Il ne faut pas négliger non plus que sur le plan des « casseroles », le PS s'est fragilisé avec la cascade d'affaires DSK qui, avec la toute récente mise en cause d'un grand flic soupçonné de proxénétisme aggravé ressemble de plus en plus à ces poupées russes encastrées les unes dans les autres, sans compter les troubles agissements d'un Jean-Noël Guérini, Président « socialiste » du Conseil Général des Bouches-du-Rhône inculpé, entre autres, d'« association de malfaiteurs » (excusez du peu !), et sur le cas duquel la finaliste malheureuse de la primaire socialiste, Martine Aubry a été d'une discrétion remarquable.



Victoire de Hollande à la primaire du PS (23 octobre 2011)

Tous ces agissements succèdent à ceux du défunt maire de Montpellier Georges Frèche dont l'un des adjoints Navarro (cela ne s'invente pas !) est maintenant sous le coup d'une mise en cause pour frais de bouche exorbitants (comme quoi Jacques Chirac, quand il n'était encore que Maire de Paris, n'est pas le seul à

avoir fait preuve d'une fringale pantagruélique !)

Il nous faut nécessairement dire quelques mots de l'opération « Primaires ouvertes », imaginée par Olivier Ferrand, dirigeant du Think Tank « Terra Nova » proche des dirigeants du PS et à l'origine également de leur infléchissement consensuel contre les retraites, qui a été saluée presque unanimement (à part la bouderie peu sportive de Jean-François Copé, patron de l'UMP, surtout soucieux, semble-t-il, de tacler sur ce point aussi son principal rival dans la majorité, le premier ministre François Fillon, beaucoup plus élogieux, lui, sur une méthode, grâce à laquelle il se verrait bien propulsé dans le rôle de lauréat en 2017) comme un grand succès démocratique.

Or il faut le proclamer haut et fort, l'adoption par le PS de cette procédure de désignation représente un pas de plus dans la direction de la destruction de ce Parti comme Parti « ouvrier-bourgeois » et de son intégration aux institutions bourgeoises et anti-démocratiques de la V^e République.

Elle va immanquablement contribuer à

l'avenir, surtout si elle est reprise, comme tout semble le laisser présager à transformer la politique française en un cirque médiatico-politicien pratiquement permanent, puisqu'en fait les mécanismes préliminaires aux primaires débiteront pratiquement après chaque élection présidentielle et tenteront d'occuper tout l'espace médiatique au profit d'un

bal ridicule des ego visant à occulter les problèmes réels auxquels est confrontée la majeure partie de la population.

D'ailleurs un observateur bourgeois aussi averti qu'Alain Duhamel ne s'y est pas trompé quand, dans une récente déclaration dans le quotidien Libération, il écrit avec lucidité :

Le paradoxe embarrassant de la primaire socialiste (...) : leur victoire hypothétique passe surtout par une double défaite idéologique (...) En matière institutionnelle, la primaire consacre une abdication socialiste.

Et d'ajouter à propos du « réalisme » économique affiché avec plus ou moins de clarté par TOUS les candidats, y compris le « démondialisateur » Montebourg qui a pu, apparemment sans trop d'état d'âme, se rallier au « socialisme mou » (Martine Aubry *dixit*) du vainqueur de la compétition, François Hollande :

Le principe du réalisme a littéralement submergé le rêve d'une alternative. En 1981, le Parti socialiste voulait « changer la vie ». En 2011, la vie a changé le Parti socialiste.

Dans le journal Les Échos daté du 20 septembre dernier, le penseur O. Ferrand, dont il vient d'être question, affirme tout aussi crûment et non sans une franchise méritoire que lors de la campagne présidentielle « ceux qui prendront trop de distance avec la nécessaire rigueur financière seront éliminés, car ils ne seront pas crédibles ». Si c'est un expert, et de plus PS qui le dit ! On sait donc à quoi s'attendre en cas de victoire de Hollande en mai prochain.

Même s'il est considéré comme à la droite de Martine Aubry et comme favorable à un accord avec les centristes de plus en plus nombreux à quitter le bateau Sarkozy qu'ils jugent en perte de vitesse, la vérité oblige à reconnaître que le vainqueur de la primaire ne se distingue nullement de ses rivaux.

Dans certains cas, comme sur la promesse de la création des 60 000 postes d'enseignants qui créent parmi ses plus proches partisans un embarras certain (Michel Sapin, par exemple, a tout récemment pris la peine de déclarer pour contrer les attaques de la droite sur ce point, que ces créations seraient « évidemment » compensées par des suppressions de postes ailleurs afin de rester sur la ligne d'un nombre de fonctionnaires constant, tout étant, bien sûr, dans cet adjectif « évidemment »), ou encore comme celle de la création d'un « contrat de génération » dans le cadre d'une politique censée donner une priorité à la jeunesse, il les a même « doublés » sur leur gauche et provoqué chez Aubry des mines affolées devant tant d'« irréalisme » économique, lors du dernier débat précédant la primaire.

Il est nécessaire cependant de faire un sort à la posture adoptée par l'outsider de la compétition, dont il faut saluer au passage la troisième place et le score assez élevé (17 % représentant 300 000 votants) réalisé au premier tour de la primaire, laissant loin derrière lui, la candidate de 2007, Ségolène Royal (assez peu rancunière pour se rallier elle aussi à Hollande aussitôt essuyées les larmes de déception).

Dès l'instant où le « gauchiste » en titre parmi les jeunes loups du Parti, Benoît Hamon, avait fait le choix de ne pas se présenter aux suffrages et décidé de se tenir aux côtés de la première secrétaire, il restait évidemment une place à occuper à la « gauche » (toute relative) du dispositif.

Ce rôle revint donc à l'avocat Arnaud Montebourg (fidèle soutien de S. Royal en 2007 et qui avait été alors jusqu'à dire dans une émission télévisée de grande écoute que le seul défaut de sa candidate « c'était son conjoint », c'est-à-dire nul autre que ... ce François Hollande auquel il s'est rallié sans un pli avant le second tour) qui, s'étant fait à peu de frais une image de « chevalier blanc » pourfendeur de la corruption dans le PS (G. Frèche, J.-N. Guérini qui l'a d'ailleurs traîné devant les tribunaux pour diffamation...ambiance, ambiance !) et de chantre d'une VI^e République, sans doute elle aussi « irrécusable » (mais le nom de « domaine » avait déjà été préempté par Sarkozy) mais bien brumeuse dans ses contours exacts et qui n'avait jusqu'ici eu d'autre fonction que de nourrir un peu le menu politique du rassemblement annuel de la « Fête de la rose » de la riante localité de Frangy-en-Bresse qui se tient fin août et fait fonction de rentrée politique du maître des lieux.

Il se devait pour la nouvelle occasion qui s'offrait à lui grâce précisément à l'« ouverture » de la primaire qu'il a accueillie avec le même enthousiasme que ses compétiteurs, de trouver un thème plus « porteur ».

C'est ainsi qu'inspiré sans doute par la lecture du Monde diplomatique auquel l'économiste Jacques Sapir fournit régulièrement des contributions allant dans le sens d'une possible autorégulation du système capitaliste basée sur le retour aux Etats-nations, (une vieille lune que le PCF brandissait à tout propos dans les années 70 et qui l'a mené et avec lui la part encore considérable du mouvement ouvrier qu'il entraînait encore dans la brillante situation que l'on connaît), il s'est lancé de façon tonitruante dans la proposition d'une « dé-mondialisation » censée protéger d'abord l'économie européenne (entendez celle de Bruxelles), puis l'économie française en érigeant des barrières douanières et en mettant ainsi en concurrence les travailleurs des différents pays.

Pour faire bonne mesure, ces envolées lyriques s'accompagnent de vigoureuses admonestations dans lesquelles il est question de « mettre au pas les financiers », un discours de matamore déjà amplement utilisé par Jean-Luc Mélenchon qui n'a d'ailleurs pas hésité à adresser de discrets signaux à ce disciple inattendu avant peut-être de se montrer quelque peu embarrassant.

Bien sûr ce programme martial ne s'est accompagné, et pour cause, d'aucun début de commencement de proposition concrète pour le rendre effectif, mais de toute façon, les électeurs ayant tranché, cet élan « magnifique » sera désormais mis au service du candidat Hollande qui, lui, a au moins le mérite de ne pas cacher le sort qu'il compte réserver à ces mâles résolutions.

En fait, la lecture du blog d'A. Montebourg montre à l'évidence que c'est le vieux protectionnisme réactionnaire qu'il veut nous resservir à la sauce « moderne » mais avec des formules qui ne dédaignent pas parfois de flirter avec un certain nationalisme « anti-boche » et tendanciellement prêt à dédouaner le gouvernement Sarkozy de ses réelles responsabilités.

Qu'on en juge par ces analyses tirées de l'édition du 17 août dernier de ce carnet de bord :

Abandonnant les euro-bonds, Paris et Berlin signent un aveu d'impuissance inquiétant, exclusivement lié aux exigences égoïstes de la droite allemande. Pis,

*nous constatons que si Nicolas Sarkozy prétend piloter le tandem Paris-Berlin, il est en fait assis sur le porte-bagages de la droite Allemande. Voici le gouvernement français non seulement soumis aux pressions quotidiennes de marchés quasi-irrationnels mais aussi à une droite allemande de plus en plus réticente à l'idée de solidarité européenne.*⁹

Évidemment, tout le monde comprend bien qu'il en irait toutautrement si c'était Nicolas Sarkozy qui siégeait au poste de pilotage, tandis que Mme Merkel se contenterait de se tenir en amazone sur le porte-bagages !

⁹ Blog d'Arnaud Montebourg, 17 août 2011. C'est nous qui soulignons.

UNE GAUCHE DE RUPTURE ?

Comment ne pas faire un sort au tribun Jean-Luc Mélenchon, ex-ministre de Jospin dont il ne renie d'ailleurs pas aujourd'hui encore l'héritage ?

Il est indéniable que ses discours radicaux (surtout en paroles « verbales » comme disait un célèbre humoriste) exercent un certain pouvoir d'attraction sur toute une série de jeunes et de salariés, n'en pouvant plus du sarkozysme et profondément déçus et sceptiques sur la volonté et l'aptitude du PS à rompre avec lui.

Les actions spectaculaires, comme celle menée tout récemment contre le siège parisien de l'agence de notation Moody's à grand renfort de slogans vengeurs et de déclarations belliqueuses : « A ! A ! A ! nous ne sommes pas des andouillettes » ou encore « *Moody's prétend qu'elle va surveiller le peuple français. Le peuple français l'informe qu'il surveille Moody's* », ont un petit relent, telle une célèbre boisson imitant tous les aspects de l'alcool sans en contenir une goutte, de happening soixante-huitard qui ne peut que réjouir dans le paysage morose des plaintes bipartisans sur la gravité de la crise et la nécessité de se soumettre aux exigences des marchés.

Cependant, il ne faut pas sous-estimer la grande part de bluff qui préside à toutes les interventions de Mélenchon et son goût de la provocation et du roulement d'épaules toujours télégénique et prisé par les divers médias.

Si l'on a récemment appris que François Hollande s'exerçait très sérieusement et studieusement à une imitation de la rhétorique et de la gestuelle Mitterrandiennes, complément qu'il juge sans doute nécessaire à la cure d'amaigrissement qu'il s'est imposée, Jean-Luc Mélenchon, lui, a un autre modèle proclamé, mais aussi peu recommandable : Georges Marchais, dont la gouaille populacière affectée, si elle a fait les choux gras de quelques humoristes et imitateurs, n'a pas vraiment fait avancer la cause des millions de militants et de travailleurs qui avaient mis leurs espoirs de changement dans le PCF.

Non sans une certaine cohérence, le sénateur Mélenchon qui a réussi à englober dans son Front de gauche ce qui reste du PCF sous la direction de Pierre Laurent, fils de Paul ancien dirigeant avec Marchais et Roland Leroy de ce Parti, le petit groupe de la Gauche Unitaire du transfuge du NPA Christian Piquet et, plus récemment encore, le micro Parti Communiste

des Ouvriers de France (PCOF) ex-représentant de la faction pro-albanaise de la bureaucratie stalinienne internationale, a pratiqué à l'automne dernier une véritable OPA sur la célèbre « Fête de l'Humanité », s'y présentant carrément comme le maître des lieux et y recevant en tant que tel les principaux dirigeants socialistes qu'il voue par ailleurs aux gémonies (Ségolène Royal, Martine Aubry, Arnaud Montebourg qui fut le seul à ne pas être copieusement sifflé par des militants et sympathisants PCF, appréciant visiblement assez peu cette opération de « camaraderie » pré-électorale).

Les ambitions affichées de Mélenchon ainsi que l'hégémonie qu'il entend exercer sur la campagne heurtent bon nombre de militants du PCF de deux points de vue : d'abord parce qu'ils font un peu plus disparaître l'identité « communiste » que certains secteurs tiennent à préserver en embouchant parfois pour cela des trompettes bien peu ragoûtantes, à l'instar du maire de Vénissieux André Gérin qui mène une croisade contre l'immigration « sauvage » et la prétendue « islamisation » des banlieues sans répugner à s'associer au très réactionnaire député-maire du Raincy, l'UMP Eric Raoult, ancien ministre des gouvernements Juppé 1 et 2. En second lieu, parce que les bureaucrates de la place du Colonel Fabien ainsi que les élus locaux qui voient s'approcher les échéances électorales et législatives, savent parfaitement, qu'ils

n'ont aucune chance de conserver leurs prébendes et niches électorales sans le soutien de leurs anciens alliés gouvernementaux socialistes et suivent avec une inquiétude non dissimulée les foudres anti-social-démocrates enflammées de « leur » candidat au Présidentielles.

Mais pour en revenir à Mélenchon, ce qui frappe surtout à la lecture de son programme intitulé « L'humain d'abord » (vaste programme, comme dirait l'autre !) c'est l'absence de mesures concrètes sur les modalités d'application des mesures drastiques qu'il préconise sur le mode incantatoire : plafonnement des revenus, mise à la niche des marchés, VI^e république (lui aussi s'est entiché de cette fiction) qui ressemble comme deux gouttes d'eau à la IV^e, où, il est vrai, la SFIO de Guy Mollet et consorts joua le rôle contre-révolutionnaire que l'on sait.

Tout cela est suspendu à un mot d'ordre sibyllin, celui de la « révolution citoyenne », c'est-à-dire qui ferait l'économie ... de la révolution justement.



Mélenchon et Montebourg à la Fête de l'Humanité (septembre 2011)

Sur la question de la dette, par exemple, loin de se déclarer pour la solution du non paiement (qui, en soi, bien entendu, ne résout rien, si l'on ne précise pas le cadre politique dans lequel elle est avancée, mais constitue tout de même un pas « centriste » dans la direction d'un affrontement avec le gouvernement), il tergiverse en déclarant tout simplement qu'il ne s'agit que d'un simple artifice de la bourgeoisie pour mettre au pas les travailleurs et leur imposer ses solutions.

La logique qui sous-tend une telle position de fond, c'est évidemment le déni de la crise profonde et terminale dans laquelle est englué le système capitaliste mondial, et, par conséquent, l'illusion que, dans le cadre même de ce système, au prix de la mise à l'index (un des slogans favoris que le Parti de gauche a repris aux travailleurs argentins est le fameux : « *Qu'ils s'en aillent tous* »), moins modeste encore, Mélenchon va, lui, jusqu'à affirmer avec suffisance qu'« il [il veut parler de Hollande] *ne saura pas y [entendez : à la crise] faire face, moi je saurai !* »¹⁰, autrement dit « Circulez, braves gens y a rien à voir, super-Mélenchon veille sur vous ! »

Or cette position de fond laisse évidemment d'ores et déjà augurer de ce qu'il adviendra entre les deux tours de la présidentielle de toutes les imprécations anti-social-libérales du leader du Front de Gauche.

En effet, dès le lendemain de la désignation de Hollande, Mélenchon a pointé plus que le bout du nez en laissant entrevoir une telle pression musculaire sur le « mou » Hollande que celui-ci en sera comme transfiguré et pourrait même, pour le plus grand profit de ceux qui au Parti de Gauche et au PCF ne répugneraient pas à se voir confier un quelconque maroquin, se transformer, ô miracle !, en

LA GAUCHE DE LA GAUCHE : UN RADICALISME STERILE QUI DESARME LES MASSES

Parmi les organisations qui se réclament encore de la révolution et du socialisme et qui regroupent les éléments les plus conscients et les plus déterminés à travailler à l'unité de combat de la classe ouvrière et des masses, règnent malheureusement aussi une confusion et une division qui sont peu propices à susciter le puissant mouvement unitaire de masse et de classe seul susceptible d'ébranler le pouvoir.

Les camarades du groupe « la Riposte », par exemple, ont choisi de mener le combat à l'intérieur du PCF et, même si nombre de leurs critiques contre l'opportunisme de ce parti sont fort justes, force est de constater qu'ils ne parviennent pas à dégager des forces militantes suffisantes et à les orienter vers des objectifs clairs de débouchés immédiats et concrets à proposer aux travailleurs.

L'espoir suscité par la création du NPA il y a trois ans, est en train de se dégonfler comme une baudruche, exactement en raison des mêmes déficiences et de l'incapacité des diverses composantes de ce parti attrape-tout à dégager des perspectives claires de rupture avec le capitalisme.

Au lieu de cela, on assiste à un déballage permanent de propositions contradictoires et confuses qui sèment le doute, le découragement et sont en train de faire fondre les effectifs de cette organisation et à la ramener à peu près au niveau qui était celui de la LCR que précisément ses principaux dirigeants prétendaient dépasser.

Ce n'est pas bien entendu que le NPA ne s'efforce pas de suivre les nombreuses luttes, mais au contraire qu'il y

véritable homme de gauche. Comme on dit, il n'y a que la foi qui sauve :

*Petit à petit, je vais tellement secouer Hollande qu'il va être obligé de bouger. Je vais essayer de l'arracher à ses atavismes ; et plus il lâchera, plus il me renforcera.*¹¹

Peut-on être plus clair sur les tractations qui ne vont pas manquer d'intervenir avant et après une éventuelle élection de Hollande.

Le PCF nous avait déjà fait le coup en 1981 et 1988 où, n'ayant pas de mots trop durs pour fustiger Mitterrand et sa politique au cours de la campagne présidentielle, il avait manifesté avec une joie ostentatoire la victoire du « social-traître » de la veille et participé activement et servilement à la mise en place de sa politique !

Dans de telles conditions, on ne peut bien sûr que regretter que nos camarades du groupe « Militant » aient finalement décidé d'apporter leur caution à ce qui apparaît comme une opération somme toute assez classique de démagogie à la fois populiste et politicienne et une mystification qui place un obstacle de plus sur la voie d'une véritable riposte d'ampleur des travailleurs et de la jeunesse pour en finir non seulement avec ce régime, mais avec le système capitaliste dans son ensemble.

¹⁰ Cf. article de Raphaëlle Besse-Desmoulières, « De TF1 à l'andouillette, l'offensive médiatique de Jean-Luc Mélenchon », Le Monde du dimanche 23-lundi 24 octobre 2011, p. 8

¹¹ *Ibid.*

participe sans jamais offrir de perspectives claires de centralisation et d'auto-organisation contre les bureaucraties syndicales qu'il critique abstraitement, tout en essayant de les ménager sur le terrain, afin de gagner quelques positions dans les appareils.

De plus, l'exemple de Christian Piquet semble faire école, puisqu'à présent l'actuelle tendance B (ancienne plate-forme 3, selon la topographie très complexe et mouvante de l'organisation) se propose ouvertement de se déclarer comme fraction publique avec comme objectif non dissimulé d'ouvrir dès maintenant le dialogue avec le Front de Gauche. La toute récente rupture de Pierre-François Grond, un des dirigeants du Parti et ex-porte-parole de Besancenot constitue un indice inquiétant de plus sur le processus de désagrégation de ce Parti.

A cet égard, on peut regretter que de nombreux camarades venant de diverses organisations se réclamant du trotskysme (Fraction LO, LIT, GR, Prométhée) et actuellement regroupés dans l'actuelle tendance A (ex-plate-forme 2) épuisent leurs forces à tenter de tisser toutes sortes de compromis entre eux et avec les représentants de l'ex-majorité (Plate-forme 1, aujourd'hui répartis entre les tendances A et B) pour tenter de trouver la quadrature du cercle et faire du NPA le Parti Ouvrier révolutionnaire qu'il ne peut visiblement pas être de par sa nature même.

On peut tenir le même discours en ce qui concerne les camarades de l'ex-groupe CRI-Claire qui constituent au sein du NPA l'actuelle tendance C (ex-plate-forme 4) qui, bien

que très minoritaires (et maintenant divisés en leur sein en deux tendances le Collectif pour une Tendance Révolutionnaire (CTR) et le Comité pour un Courant Révolutionnaire (CCR) animé entre autres par des militants sud-américains liés au PST argentin membre de la Fraction Trotskystes-Quatrième Internationale [FT-QI]) ont mené un combat méritoire pour défendre au sein de l'organisation une orientation marxiste.

Malheureusement ces camarades pensent eux aussi qu'il est possible de redresser le NPA et y consacrent toutes leurs forces militantes.

Pour l'instant, la candidature de Philippe Poutou à la présidentielle absorbe une bonne partie de l'activité militante, car il est rien moins que sûr que ce militant ouvrier réussisse à obtenir les 500 signatures nécessaires d'élus locaux pour pouvoir se présenter officiellement aux suffrages de la population.

Les camarades de LO, beaucoup mieux organisés sur ce plan, s'emploie à promouvoir la candidature de leur candidate Nathalie Arthaud dont la désignation n'a évidemment pas fait l'objet des difficultés auxquelles s'est heurtée celle du candidat du NPA, étant donné le régime de stricte discipline intérieure en vigueur dans l'organisation.

Sans pouvoir être suspectés d'une quelconque complaisance envers le Parti de Gauche, le discours de LO est pourtant toujours empreint d'un radicalisme formel qui ne se traduit qu'imparfaitement dans l'activité des militants ouvriers, eux aussi préoccupés de gagner des positions dans l'appareil notamment de la CGT, comme c'est le cas à Peugeot-Citroën

CONCLUSION :

LE SEUL CHOIX CONSISTE A ENTREPRENDRE AVEC DES FORCES LIMITEES : LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE ET DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE

Nous n'allons pas tenter de dresser à présent la cartographie (elle aussi extrêmement morcelée et complexe) des organisations diverses nées de l'éclatement du Comité créé par les militants du PCI exclus de ce Parti avec Stéphane Just en 1984.

Limitons-nous à indiquer que certains signes prometteurs de la reprise de contacts entre plusieurs de ces groupes dont le CCI(T), dans la volonté de ne pas esquiver les divergences qui subsistent mais de tenter à chaque fois que cela se révèle possible d'intervenir ensemble pour proposer les perspectives dans lesquelles doivent désormais s'orienter les sentiments encore confus d'opposition à l'ordre présent des choses.

Ces perspectives sont relativement claires dans leurs grandes lignes (ce qui ne signifie nullement bien sûr qu'elles doivent être figées dans quelques mots d'ordre immuables et atemporels, mais au contraire être adaptées aux évolutions inévitables et aux situations nouvelles que les développements de la crise ne manqueront pas de susciter) :

Aulnay où ils ont très mollement contesté l'orientation fédérale, visant comme de coutume à éviter toute extension du conflit.

Le POI quant à lui, qui tenait sa conférence nationale les 1^{er} et 2 octobre dernier a quant à lui décidé de ne pas présenter de candidat à l'élection présidentielle.

Si d'un certain point de vue, on ne peut que se réjouir de voir ces camarades renoncer à la désastreuse expérience tentée en 2007 avec la candidature Schivardi, on ne peut malheureusement que constater que cette sage décision ne correspond pas à un infléchissement de la ligne d'adaptation à l'idéologie bourgeoise républicaine qui se traduit par un centrage exclusif des luttes sur la défense d'une « démocratie » désincarnée et déconnectée de la lutte de classes débouchant sur des campagnes pour la défense des communes, donc des institutions bourgeoises, tandis qu'à travers un alignement constant sur la bureaucratie de FO, les militants du POI et du CCI en son sein ont tendance à pratiquer une ligne sectaire qui les tient éloignés, sous prétexte de conserver une indépendance et une pureté illusoire, des développements concrets de la lutte des classes et donc de renoncer à heurter de front les bureaucrates du syndicalisme rassemblé.

Confusionnisme d'un côté, sectarisme maximaliste et opportunisme pratique de l'autre, comme on le voit, le tableau qu'on peut malheureusement brosser du paysage des organisations se revendiquant de la tradition marxiste révolutionnaire est plutôt désolant.

- Situer toutes nos interventions et nos réponses à la crise dans la perspective d'un gouvernement des travailleurs fondé sur leurs propres organismes de contrôle et de gestion, qui rompe résolument avec la bourgeoisie et entreprenne le démantèlement de son appareil d'état
- Lutter à tout moment pour l'unité et la centralisation des revendications de la classe à travers la tactique éprouvée du Front Unique Ouvrier qui doit inspirer action syndicale et politique
- Elaborer notre politique en fonction de l'analyse de la lutte des classes comme processus unitaire mondial et travailler ainsi résolument à la construction d'une Internationale Ouvrière révolutionnaire, dont la puissance et l'influence seront les conditions indispensables de la victoire finale des idéaux socialistes et communistes pour lesquels nous nous battons

B. RIENZI, le 30 octobre 2011.

MAYOTTE, DE LA REVOLTE SOCIALE A LA REVOLTE POLITIQUE

Depuis le 21 septembre, à l'appel d'un collectif formé par l'Intersyndicale, composée de la CGT Mayotte, de la CFDT, de FO, de la CFE-CGE et de plusieurs associations de consommateurs, la population mahoraise est dans la rue. Cette lutte qui rappelle par certains aspects celle du LKP en Guadeloupe, mais en moins avancée, est un mouvement que les commentateurs locaux surnomment la « révolte des mabawas ». « Mabawas » pour cuisse de poulet, la principale viande consommée par les habitants de l'île, devenue hors de prix.

Cela fait maintenant cinq semaines que les travailleurs s'organisent dans leurs entreprises pour participer au blocage économique et résister à la police. Les routes sont bloquées par des barricades, et les circulations de bateaux totalement paralysées. L'Intersyndicale appelle à continuer le mouvement et à l'amplifier et fixent comme condition

préalable à toute forme de négociation la levée du dispositif policier.

Cette mobilisation sociale exceptionnelle s'est faite dans un premier temps sous le mot d'ordre « de la lutte contre la vie chère ». Mais depuis trois semaines, nous assistons dans cette île de l'océan Indien à une véritable grève générale.

Elle est devenue politique car toutes les revendications se sont étendues à de nombreux domaines avec au sommet la demande d'égalité sociale entre Mayotte et la Métropole. En effet, si au départ, les revendications portaient sur la vie chère, les manifestants ont vite compris que le problème était politique.

Enfin, pour ceux qui doutaient du caractère politique de cette lutte, l'affrontement voulu par le pouvoir central de Paris est venu confirmer cette analyse.

DE LA COLONIE AU DEPARTEMENT

Pour mieux comprendre la situation actuelle, un retour en arrière s'impose. Mayotte, appelée aussi Maore en shimaoré, est une île « française » de l'océan Indien située dans l'archipel des Comores, lui même localisé dans le canal du Mozambique. L'île est vendue à la France par le sultan Andriantsoly le 25 avril 1841. Elle devient l'une des trois colonies françaises de l'Océan Indien avec Madagascar et La Réunion. En 1886, le reste de l'archipel, composé de la Grande Comore, Mohéli et Anjouan, forme un protectorat sous la direction du gouverneur de Mayotte.

En 1958, l'administration quitte Dzaoudzi pour Moroni, ce qui provoque le mécontentement des Mahorais. Georges Nahouda fonde alors le Congrès des Notables qui réclame la départementalisation. Zéna M'Déré rentre à Mayotte en 1966 et prend la tête du mouvement des chatouilleuses¹².

Le 22 décembre 1974, la France organise aux Comores un référendum pour plébisciter l'indépendance de l'archipel, mais les Mahorais votent pour le maintien de leur île au sein de la République française. Un second référendum est

organisé le 8 février 1976, qui confirme ce choix par 99,4 % (82,3 % des inscrits). Néanmoins l'Union des Comores, appuyée en cela par l'Union Africaine, revendique toujours Mayotte.

A la suite de la consultation référendaire de la population du 29 mars 2009 (95,2 % de votes favorables et 40 % d'abstention), qui concernait la population locale, Mayotte est devenu un département d'outre-mer à assemblée délibérante unique de la République française. Le statut de département est effectif depuis le 31 mars 2011. Mais depuis 5 mois, la population ne voit pas le changement social promis par la départementalisation.

¹² Les chatouilleuses sont des femmes de Mayotte qui se sont battues, dans les années 1960 et 1970, pour réduire l'influence des autres îles de l'archipel des Comores sur Mayotte et arrimer cette dernière à la République française. Elles agissaient par le biais de commandos prenant à partie les responsables politiques comoriens en visite pour les soumettre à des chatouilles et ainsi les forcer à s'aligner sur leurs positions ou à quitter l'île. (Wikipédia)

UNE ECONOMIE EN TRANSITION VIOLEMMENT TOUCHEE PAR LA CRISE DU CAPITALISME

Depuis une trentaine d'années, l'économie de Mayotte est une économie insulaire en transition. Elle passe d'un système colonial à un système capitaliste dans un cadre restreint de 350 km².

L'économie traditionnelle fondée sur l'agriculture et la pêche recule à grande vitesse, prolétarisant des populations nombreuses que la nouvelle économie tertiaire générée par les transferts publics ne peut complètement intégrer.

Le chômage y est massif et touche 26,4 % des travailleurs, 50 % pour les jeunes qui représentent plus de la moitié des 200 000 habitants de l'île. 54 % de la population vit sous le seuil de pauvreté. Mayotte est pauvre : son PIB, en proportion, équivaut à 1/5 du PIB moyen de l'Union Européenne, à 1/3 de celui de l'île voisine de La Réunion mais il représente 9 fois celui des Comores qui connaissent une situation de très grande pauvreté.

L'économie est contrôlée par les grands groupes de distribution capitalistes (grandes enseignes françaises et

réunionnaises) qui opèrent en toute impunité. Ils pratiquent des marges abusives et s'octroient de fait des rentes de situation.

Cette situation de monopole économique touche tous les produits : une bouteille de gaz coûte 31 euros contre 20 euros à La Réunion, le carton de 10 kg de mabawa (aile de poulet), symbole de la lutte en cours et base de la nourriture, y est vendu 26,90 euros contre 13 euros à La Réunion. En 4 ans, le coût de la vie a officiellement augmenté de 60 % à Mayotte contre 15 % à La Réunion et 5 % en France.

Dans un contexte de vie chère et de chômage grandissant, la majorité des Mahorais ne dispose que de très faibles revenus monétaires. Ceux qui ont un emploi font vivre de très nombreux proches, mais les salaires sont trop justes pour faire face. En effet, il n'y a pas d'égalité sociale puisque le SMIC équivaut seulement à 72 % de celui de métropole pour une durée de travail hebdomadaire équivalente.

L'île connaît aussi un régime spécifique en matière de droits

sociaux qui ne sont pas identiques et bien plus faibles qu'en France. Et cette situation perdurera puisque dans le cadre de la départementalisation, il n'est pas prévu d'égalité sociale immédiate entre la France et Mayotte.

Au contraire cette égalité est un lointain objectif à atteindre d'ici 25 ans. De même, le revenu minimum n'existe pas. Le RSA ne sera mis en place que le 1^{er} janvier 2012 à hauteur de 25 % du niveau de celui de métropole. De plus il ne sera versé que le 1^{er} mars 2012 à un mois des élections présidentielles.

A cela s'ajoute l'extrême pauvreté qui sévit dans l'Union des Comores voisines, qui entraîne une très forte immigration en

DEBUT DU MOUVEMENT ET GREVE GENERALE

Face à l'augmentation du coût de la vie et à la faiblesse des revenus, l'île est sous pression dès janvier 2011. Comme nous avons pu le voir précédemment, la crise du capitalisme a des effets immédiats sur cette collectivité rattachée à l'Etat français.

Le référendum de mars 2009 et la phase de départementalisation d'avril 2011 n'ont pas fait évoluer la situation. Au contraire, depuis 5 mois, la population mahoraise ne voit pas les changements promis. En septembre 2011, dans le cadre d'une forme imparfaite de front unique, l'Intersyndicale et l'Association des consommateurs lancent une série de manifestations et de blocages économiques. Face à cette montée sociale, l'Etat, en retour, multiplie les violences policières.

Le 27 septembre, en parallèle de la manifestation des enseignants qui suivait le mot d'ordre national de mobilisation, une puissante manifestation a rassemblé plusieurs milliers de Mahorais dans la capitale. La situation s'est soudain tendue avec de nombreux affrontements à la suite de cette action.



*Manifestation contre la vie chère à Mayotte
(septembre/octobre 2011)*

Prenant conscience de cette tension, le 29 septembre le préfet

MORT D'UN MANIFESTANT, LES MANIFESTATIONS VIRENT A L'EMEUTE

Les manifestations sont quotidiennes sur toute l'île.

Elles se poursuivent dans l'ordre mais avec de très nombreuses provocations policières. Entre temps, le pouvoir central de Paris a envoyé d'importants renforts de gardes

provenance des îles des Comores. Mayotte est depuis considéré comme le « Lampédusa » français et les tensions entre insulaires et Comoriens sont très nombreuses. Dans le même temps, une très forte émigration touche l'île, principalement en direction de La Réunion (60 000 Mahorais y vivent, soit 1/3 de la population de l'île) et de la France (de fortes communautés sont présentes à Paris, Marseille et Lyon).

Enfin l'élément le plus important est la rudesse de la crise économique du capitalisme qui touche cette économie insulaire peu développée et très dépendante tant de la métropole que de La Réunion.

Thomas Degos organise un semblant de dialogue en tentant dans le même temps d'épuiser les manifestants tout en augmentant la répression. Mais cette tactique n'a fait que radicaliser les travailleurs et la jeunesse mahorais.

Les manifestations organisées par l'intersyndicale continuent. La grève touche tous les secteurs de l'île et l'ensemble des travailleurs, à l'exception notable du corps enseignant : fonctionnaires territoriaux, mahorais pour l'essentiel, petits commerçants, salariés du privé, agriculteurs,...

Le 11 octobre c'est le premier drame : un garçon de 9 ans blessé par un tir de flash-ball à Longoni, cité portuaire de Mayotte, perd l'usage d'un œil. La tension est à son comble sur l'île.

Sentant que la situation est en train de lui échapper, le gouvernement Sarkozy-Fillon manœuvre et envoie en toute urgence sa ministre des DOM-TOM. Le 13 octobre 2011, Marie-Luce Penchard débarque à Mayotte dans le cadre d'un voyage express. Elle est accueillie par une manifestation monstre rassemblant plus de 10 000 personnes à Mamoudzou. Les 13 et 14 octobre, elle rencontre les élus locaux (le conseil général étant dirigé par le PS), le patronat local, l'intersyndicale, le collectif des consommateurs, les représentants de la chambre de commerce, les dirigeants de la grande distribution.

A la fin de ces consultations, elle promet une enquête sur les prix, des aides aux familles les plus en difficulté, soit un bon d'achat de 5 euros sur chacun des 10 produits de première nécessité (les ailes de poulet notamment) et par mois pour 14 000 familles inscrites à la CAF (revenus inférieurs à 600 euros par mois). Par ces mesures, elle dit clairement souhaiter ne pas « fragiliser le tissu économique » de l'île.

Le 14 octobre au soir, sur la place du marché de Mamoudzou, des milliers de grévistes suivent la traduction en shimaoré de l'allocution de M.L. Penchard retransmise sur un écran géant constitué par un drap blanc. Le discours est conspué et la retransmission se termine par l'arrachage de l'écran. La colère gronde face à l'Etat français qui vient de proposer des miettes. La lutte sociale se transforme en lutte politique touchant tous les aspects d'inégalités que rencontrent les Mahorais.

mobiles provenant tant de La Réunion que de la métropole.

En marge d'une manifestation, le mercredi 19 octobre, Ali El Anzis, 39 ans, décède. Suite à la mort de ce manifestant, de violents affrontements secouent l'ensemble des communes de

l'île : Mamoudzou, M'tsapéré, Pamandzi, etc...

De nombreux barrages se multiplient : certains sont le fait de l'intersyndicale, d'autres de jeunes qui réclament des droits de passage. On assiste à un climat de quasi guerre civile.

Le soir même de la mort d'Ali El Anzis, la voiture du préfet Thomas Degos est caillassée à sa sortie des studios de RFO. Il ne doit son salut qu'à l'arrivée in extremis de renforts policiers.

Les nuits d'émeute commencent avec de nombreux pillages de supermarchés (le Shopi de Mamoudzou ayant été incendié), des jets de galets contre les gardes mobiles. En face, les forces de police utilisent tout l'arsenal de la répression : balles plastiques, bombes lacrymo, bombes assourdissantes, flash-balls. On assiste durant plusieurs heures à une véritable guerrilla urbaine sur Petite Terre. Le 20 octobre, les transports scolaires ne sont plus assurés, mettant de fait au chômage technique le corps enseignant qui s'est tenu à l'écart de la grève générale.



Intervention musclée des gardes mobiles durant la grève générale à Mayotte (septembre/octobre 2011)

De nouveau, le gouvernement va tenter de gagner du temps en envoyant un médiateur de l'Observatoire des prix. Ce dernier convoque l'intersyndicale et les associations de consommateurs de Mayotte le lundi 24 octobre pour recueillir leurs doléances.

Dénonçant cette manœuvre, l'intersyndicale et l'association des consommateurs claquent la porte de cette pseudo-réunion. "Nous attendions un négociateur, on nous envoie un médiateur ayant pour mission d'écouter les différentes parties et de produire pour la semaine prochaine un rapport, notamment à l'intention des membres de l'observatoire des prix", a regretté Salim Naouda, secrétaire départemental de la CGT Mayotte.

La CGTMa, la CISMA CFDT, la CFE-CGC, le SAEM et les associations OASCOMA (consommateurs de Mayotte), Solidarité Mahorais et le Collectif des citoyens perdus ont annoncé la poursuite de la grève générale, déclenchée depuis près d'un mois contre la vie chère.

La situation est à ce jour bloquée.

LE ROLE AMBIGU DE LA FSU

Depuis le départ, il nous faut constater que les enseignants, qui constituent la majorité des fonctionnaires d'Etat à Mayotte, sont à l'écart de cette mobilisation. En effet, la FSU et l'UNSA de Mayotte ne participent pas à cette intersyndicale et n'ont pas appelé au mouvement. Ces deux syndicats soutiennent néanmoins, mais du bout des lèvres, la lutte en court.

A cela une raison : ils sont majoritairement constitués de militants métropolitains ou réunionnais qui vivent avec des salaires de métropole indexés. Elie Hoarau, eurodéputé du PCR réunionnais cité par Témoignages du 21/10/2011, précise fort bien la situation.

« Quand un fonctionnaire [d'Etat] est muté à Mayotte, il touche 11 mois de prime, après un contrat de deux ans, ce dernier repart avec cette prime de 11 mois, alors qu'un fonctionnaire mahorais, de même statut, sera payé 900 euros par mois. Cette inégalité ne peut plus durer ».

Un autre article de Témoignages du 21/10/2011 précise que le 20 octobre, la FSU appelle, dans un communiqué, le personnel éducatif à faire valoir son droit de grève, son droit de retrait dès le jeudi afin de « ne pas s'exposer au danger en

se rendant dans les établissements scolaires ». Pour le syndicat, « la répression dans ce conflit social et grave ne mènera qu'à l'échec. L'utilisation en masse des forces de l'ordre risque encore de déboucher sur de telles horreurs.

Nous dénonçons le pourrissement du conflit tant par l'Etat que par le patronat et la grande distribution. Une sortie digne de ce conflit est une urgence ». Il déplore de plus « l'absence totale de communication du vice-rectorat depuis la rentrée des classes, lundi. Aucune consigne claire n'est donnée aux établissements scolaires. Les collations ne sont la plupart du temps pas assurées. Comment peut-on demander à des élèves le ventre creux de fournir un réel effort scolaire ? De nombreux enseignants ce matin sont restés bloqués derrière des barrages et n'ont pu venir dans les établissements ».

Comme on peut le voir, la FSU est complètement en dehors du mouvement et elle ne souhaite pas s'en mêler, laissant seule l'Intersyndicale qu'elle juge trop « mahoraise ». C'est un profond clivage de type colonial qui perdure et s'exprime à travers cette prise de position de la FSU départementale.

Quant à la FSU nationale, à ce jour, elle n'a produit aucun communiqué sur ce mouvement.

LA RESPONSABILITE DES ORGANISATIONS OUVRIERES FRANÇAISES ET REUNIONNAISES

En métropole, c'est le black out complet. Rien d'étonnant de la part des forces de la bourgeoisie, et encore moins des médias bourgeois.

Mais le silence des organisations ouvrières, tant politiques

que syndicales, est assourdissant, laissant la grève générale isolée et prompte à subir la pire des répressions. En fait, suite aux deux drames humains qu'a connus le mouvement, les organisations ouvrières ont tout de même daigné prendre

position... mais pour la forme.

Ainsi, la CGT a sorti un communiqué le 12/10 dénonçant (sic) « l'irresponsabilité de l'Etat français devant l'urgence des négociations ... »

La position de la centrale réunionnaise CGTR semble plus radicale en apparence mais elle se positionne sur l'axe unique de la solidarité :

« La CGTR renouvelle sa solidarité aux Mahorais en lutte pour une vie décente, la fin des monopoles et de rentes de situation, et la coupable complicité de l'État français et des lobbies patronaux. La répression étatique ne peut être la réponse aux exigences sociales urgentes des Mahorais. La visite électorale de Madame Penchard n'a fait que raviver la tension. Aujourd'hui, après la perte d'un œil d'un jeune de 9 ans, plusieurs blessés, dont un mort. Trop, c'est trop : halte à la répression policière.

Une île en pleine crise, un peuple en quête de dignité, et face à cela, les affameurs de tous poils. Hier la Guyane, la Martinique, la Guadeloupe, La Réunion, aujourd'hui Mayotte. Rien n'a changé fondamentalement. La "profitation" dure et perdure.

Indignons-nous. Solidarité avec les Mahorais».

Quant au communiqué du Parti communiste réunionnais (PCR) en date du 20 octobre 2011, il demande au gouvernement ni plus ni moins que de rétablir d'urgence la paix sociale. Ce que le gouvernement tente de faire au passage par l'envoi continu de gendarmes.

En France, le 24 octobre, une délégation comprenant les parlementaires Martine Billard (Parti de gauche), d'Esther Benbassa (Europe Ecologie-Les Verts), mais aussi de Clémentine Autain (Fédération pour une alternative sociale et écologique), Arlette Laguiller (Lutte ouvrière) et Christine Poupin (porte-parole du NPA), a été reçue au ministère des DOM-TOM.

Ces différentes organisations sont intervenues sur le même registre de la solidarité nécessaire. "Vu d'ici, l'indifférence a des limites" par rapport à des "choses répressives et violentes sur un mouvement légitime" contre la vie chère, a expliqué à des journalistes Olivier Besancenot (NPA), resté à l'extérieur pour cette action "symbolique" de "solidarité". "On veut la transparence intégrale sur ce qui s'est passé, et que les forces de l'ordre se retirent au plus vite", a-t-il dit, faisant allusion à la mort d'un manifestant mercredi dernier. A ce jour pas de communiqué du PCF disponible.

LES PERSPECTIVES POLITIQUES A MAYOTTE

Les militants révolutionnaires ne peuvent être, par principe, que pour le droit à l'indépendance des peuples coloniaux, et par conséquent de Mayotte. Cependant il faut constater que contrairement à d'autres pays dont la situation géographique est à peu près analogue (la Nouvelle-Calédonie, par exemple) cette revendication est inexistante actuellement.

Il faut dire que pour des populations plongées dans la pauvreté, les possibilités d'emploi en métropole et l'aide apportée par les expatriés constituent un facteur objectif de subordination organique à l'hexagone, et à ses développements politiques. Ceci dit et afin de rompre l'isolement de la grève générale à Mayotte et son cycle de répression sans fin, et pour que l'ensemble des mesures d'égalité sociale et politique aboutissent, il est nécessaire que les organisations ouvrières syndicales et politiques de métropole agissent contre la politique du gouvernement Sarkozy-Fillon à Mayotte.

En effet, dans les DOM, la vie politique, comme les

mouvements revendicatifs, sont étroitement déterminés par les échéances, les mesures gouvernementales et les mobilisations de la métropole.

Dès lors, il est de la responsabilité des dirigeants des organisations du mouvement ouvrier français (syndicat et partis) de ne pas laisser le mouvement de grève générale à Mayotte isolé et pourrir. Il est de leur responsabilité de mobiliser concrètement et sans se payer de mots les travailleurs et la jeunesse de métropole contre cette politique néocoloniale.

Or actuellement, de la CGT à la FSU en passant par le PS, le PCF, le PG, le NPA, ils font tout le contraire et tentent par la voie de la « solidarité » nécessaire avec les travailleurs en lutte de Mayotte d'esquiver cette question centrale.

Les militants du CCI(T) font leur combat de front unique indispensable à la victoire politique et économique de cette grève générale.

LOMKY, le 26 octobre 2011.

BREVES :

◆ Le rôle du PS de Mayotte

« Le président du conseil général de Mayotte, Daniel Zaïdani, a réclamé l'aide de l'Etat français. Dans un courrier, il demande à Nicolas Sarkozy d'"intervenir" pour que l'Etat apporte "des réponses claires" pour régler le conflit qui dure depuis bientôt trois semaines. » (Extrait d'un article de L'Express du 11/10/2011)

◆ A La Réunion, la crise du capitalisme entraîne l'explosion du chômage

« A La Réunion, la situation s'aggrave également. La dernière enquête emploi de l'INSEE nous révèle que 60 % des jeunes à La Réunion sont au chômage (+ 8,8 points depuis 2007), et les derniers chiffres du Pôle Emploi nous annoncent le chiffre jamais atteint de 150 000 chômeurs dans notre île. » (Extrait d'un article de Témoignages, quotidien du PCR Réunionnais du 28/10/2011)

L'EGYPTE ECARTELEE ENTRE GREVES DE MASSE ET PREPARATIFS CONTRE-REVOLUTIONNAIRES

Neuf mois après la chute de Moubarak, la situation politique se tend dangereusement en Egypte. Bien que l'armée, garante de l'ordre bourgeois, s'accroche au pouvoir et tente par les moyens les plus brutaux et toutes sortes de provocations, de faire refluer le mouvement des masses laborieuses en général, et ouvrières en particulier, afin de l'écraser, la révolution n'a pas dit son dernier mot.

Dans la dernière période, notamment depuis la fin du ramadan, fin août, le mouvement gréviste a repris en vigueur et à tel point que les classes dominantes semblent politiquement paralysées et se divisent sur les meilleurs moyens d'en finir avec ce qu'elles désignent et fustigent du nom de « chaos ».

En réalité, la lutte des classes s'approfondit en Egypte, les masses se radicalisent dans les villes et les campagnes. Essayons, malgré le peu d'informations disponibles, de faire le point sur le moment actuel de la révolution prolétarienne, laquelle s'inscrit dans le cadre plus général de la vague révolutionnaire qui balaie Maghreb et Machrek, elle-même élément avancé de la montée des masses contre les conséquences de la crise générale du capitalisme qui se développe dans le monde entier.

Comme en Tunisie, il a fallu peu de temps aux travailleurs égyptiens pour se rendre compte que la chute des dictateurs Ben Ali puis Moubarak, n'avait rien changé fondamentalement. Les revendications matérielles (salaires, emploi, etc.) restent insatisfaites, tout comme les libertés

démocratiques bafouées par un régime resté policier. Au printemps, de grandes manifestations, conjuguées à des grèves incessantes se sont développées et la conscience s'est fait jour, à partir du mois de mai, tant à Tunis qu'au Caire et dans les villes et campagnes des deux pays, de la nécessité d'une « seconde révolution ».

C'est là le signe d'une maturation politique en profondeur des masses qui sentent qu'il leur faudra mener encore bien des combats d'envergure pour obtenir satisfaction.

D'autant que les forces politiques de la bourgeoisie égyptienne, bien que divisées sur la façon de stabiliser la situation, sont d'accord sur un point : il faut en finir avec les grèves et les immenses manifestations qui n'ont jamais cessé place Tahrir et dans les grandes villes, en dépit d'une répression croissante. Les vieux partis bourgeois s'indignent, les islamistes (eux-mêmes divisés), cette autre force politique de la bourgeoisie que celle-ci tient en réserve, vouent les travailleurs aux gémonies.

Quant à l'armée, ce pilier de l'ancien régime qui s'acharne à se maintenir au pouvoir, quoique de plus en plus discréditée au sein des masses, elle ne cesse de pourchasser les militants ouvriers, les manifestants et les jeunes (arrestations par centaines, tortures, meurtres, condamnations à de lourdes peines de prison – on compte 10 000 procès expéditifs depuis janvier – sont le lot quotidien de ceux qui sont décidés à poursuivre le combat) et teste les moyens d'en finir avec la révolution, sans toutefois y parvenir.

LES GREVES REVETENT UN CARACTERE DE MASSE

Quoique interdites par un décret de l'armée du 23 mars, les grèves n'ont cessé de se développer par milliers. Mentionnons quelques-unes d'entre elles, significatives du mouvement actuel des travailleurs. A la mi-mai, les médecins des 227 hôpitaux d'Egypte cessent le travail à 85 %, rejoints par les dentistes, les infirmiers, les pharmaciens. On comprend leur détermination alors que le salaire mensuel d'un jeune médecin est de 150 Livres (environ 20 euros ; le minimum vital pour faire vivre une famille de quatre personnes est de 700 L).

En juin, alors que l'armée confirme son décret anti-grève de mars, elle ne cesse d'affronter les travailleurs à l'occasion de multiples conflits économiques (salaires et conditions de travail), mais aussi politiques (contre la corruption, exigence de remplacement des dirigeants d'entreprise). Un exemple frappant : l'arrestation, le 17 juin, de cinq ouvriers du trust d'Etat Petrojet, campant devant le ministère du Pétrole pour protester contre le licenciement de 1 200 travailleurs.

Le 18 juin, l'armée ouvre le feu alors que des centaines d'ouvriers des sous-traitants du canal de Suez tentent d'occuper les bureaux à Ismaïlia après avoir campé pendant deux semaines devant les bureaux. Leurs revendications : intégration chez leur véritable employeur et un repas quotidien. Au même moment, l'armée tire aussi sur des travailleurs de Suez Arsenal qui tentent de s'opposer au déchargement d'un méthanière. Le 20, ceux du canal de Suez en grève bloquent la route de Port Tawfik pour leurs salaires et sont attaqués par l'armée.

Le 22 juin, des milliers d'employés des offices notariaux du ministère de la Justice déclenchent la grève, exigeant le paiement d'une prime et refusant leur détachement du ministère, bloquant le travail de 480 bureaux notariaux et, en voie de conséquence, paralysant le mouvement des « affaires ».

Dans le même temps, le 28 juin notamment, les manifestations reprennent dans tout le pays. Le 1^{er} juillet, des dizaines de milliers de travailleurs manifestent dans cinq centres urbains contre la répression des manifestations des 28 et 29 juin qui ont fait 1100 blessés.

Le 5 juillet, 3 000 travailleurs débrayent à la sucrerie Naga Hammadi Sugar Factory, pour les salaires et les conditions de travail ; au même moment, 200 salariés de Swiss Company for Stainless Steel sont en grève et dans la zone du canal les grévistes utilisent les coupures de courant comme arme de lutte.

Le 8 juillet, des millions de travailleurs et de jeunes descendent dans la rue, notamment à Alexandrie, à Suez et au Caire, exigeant une « deuxième révolution » et la chute de la junte militaire, inquiétant de plus en plus la bourgeoisie et l'impérialisme américain. Les prétendus « Socialistes révolutionnaires », terrifiés par la révolution, proclament qu'il ne faut « pas de deuxième révolution » et réaffirment la position de leur dirigeant Hossam al-Hamalawy, selon lequel la junte « finira par organiser la transition vers un gouvernement civil » (dans *The Guardian* du 4 février).

Le 17 a lieu une manifestation de centaines d'employés devant le ministère des Communications, demandant un contrat permanent et le rétablissement de leur paie, réduite de 40 %.

Le 22 juillet, plusieurs milliers d'opposants réoccupent la place Tahrir alors que se déclenchent de nombreuses grèves sur les revendications élémentaires. Une marche de plusieurs milliers de manifestants est stoppée le 23 par l'armée : 200

LA GREVE DE MASSE DES ENSEIGNANTS DE TOUTE L'EGYPTE A LA RENTREE 2011

Déjà en ébullition depuis la révolution de janvier-février, le système éducatif égyptien, fort d'un million et demi de personnels, connaît, depuis la rentrée de septembre 2011, une vague de grèves sans précédent, depuis les écoles bondées (on compte partout environ 60 élèves par classe) de Béné-Suef dans le Sud aux Universités publiques d'Alexandrie, y compris la prestigieuse et très élitiste Université américaine dans la banlieue du Caire. Des centaines de milliers d'enseignants, de professeurs d'universités, d'étudiants et les personnels ont pris part aux manifestations massives contre la résistance du gouvernement à mettre en place les réformes promises depuis des mois.

Les revendications ont revêtu d'emblée un caractère politique. Le 10 septembre, 15 000 enseignants venus de tout le pays se sont rassemblés au centre du Caire devant le ministère, exigeant la démission du ministre Ahmed Moussa, l'augmentation des salaires (au lieu des primes à la productivité), la garantie des titularisations, une couverture sociale, etc. Le 17 septembre, jour de la rentrée, des centaines de milliers d'enseignants ont engagé une grève nationale illimitée, la première action collective des enseignants en Egypte depuis 1951.

Le gouvernement, très inquiet, prétexte n'avoir pas les moyens de satisfaire les revendications ainsi que celles de six autres millions de fonctionnaires et refuse toute concession

VERS UNE GREVE GENERALE ?

La grève des enseignants est loin d'être isolée et manifeste le caractère de masse de l'actuelle mobilisation ouvrière. Depuis la fin du ramadan, des grèves se développent chez les postiers, partout dans le privé comme chez les ouvriers des raffineries de sucre, dans le textile, notamment dans la grande usine textile Misr de Mahalla où s'est constitué un puissant syndicat indépendant qui mène la lutte et a obtenu partiellement satisfaction.

Le 27 septembre, à peine les enseignants avaient-ils repris le travail que se poursuivait, contre les consignes de reprise du travail des dirigeants du syndicat indépendant des ouvriers du transport public (IUPTW), la grève très déterminée des 45 000 travailleurs du transport du Caire, refusant de croire aux « promesses » du ministre et ce, au grand dam de la nouvelle bureaucratie syndicale, de la grande presse et... des partis dits « socialistes » regroupés dans « un front de gauche ».

Quelques jours plus tôt, le 16 septembre, lors d'une nouvelle grande manifestation ouvrière place Tahrir, est apparu le mouvement revendicatif des paysans pauvres dont la forte

blessés.

Alors que l'Association des Enfants de la Terre pour les droits de l'homme a recensé 97 actes de protestation ouvrière en juin et 75 en juillet, elle en compte encore 65 en août, le mois du ramadan. A ce repli très relatif a succédé une nouvelle vague de grèves de masse dès septembre et dont la plus significative est celle des enseignants qui semble marquer un tournant dans la situation.

d'envergure.

Selon Barakat El Sharafawi, du syndicat indépendant des enseignants de Gizeh, « *la révolution des enseignants a commencé, et elle ne s'arrêtera pas tant qu'il n'y aura pas une réforme immédiate* ». Le mouvement, commencé dès la mi-mars (poursuivi lors de sit-in de centaines de professeurs dans une dizaine de campus tout au long de l'été) a abouti à l'éviction de quelques présidents d'Université, mais la plupart refusent de céder la place.

Cette grève a éclaté quelques jours après que le Conseil militaire au pouvoir eût annoncé élargir la loi d'urgence en vigueur sous Moubarak, et dont le prétexte a été l'attaque, début septembre, de l'ambassade d'Israël, considéré comme une provocation des autorités contre le mouvement des masses. Grève d'autant plus grosse de développements futurs qu'elle a ignoré les avertissements des dirigeants du ministère de l'Education, menaçant de renvoi et de la prison les personnels en lutte.

Si les responsables syndicaux ont appelé à reprendre le travail, rien n'est réglé sur le fond. Etudiants et employés ont déclaré qu'ils continueraient à faire pression pour obtenir satisfaction, c'est-à-dire la concrétisation des promesses de l'administration.

représentation sur la place a « *étonné beaucoup d'observateurs* », rapporte le site belge [Alencontre](#), lié à la LCR de ce pays.

La revendication d'une coordination de ces mouvements, la perspective d'une lutte tous ensemble, bref d'une grève générale, commence à se faire jour à la base, mais n'est reprise (du moins à notre connaissance) par aucune organisation ouvrière, tant syndicale que politique. C'est là la grande faiblesse de la révolution égyptienne : la classe ouvrière, confrontée à une misère et une répression croissantes, engage de grands combats de classe, commence à s'organiser syndicalement de façon autonome (on compte 140 syndicats indépendants au lieu des trois existant sous Moubarak, mais les anciens « syndicats » dépendant de l'Etat sont toujours en place), remet de plus en plus souvent en cause le pouvoir de l'armée par ses mobilisations incessantes et ses mots d'ordre (« *A bas le pouvoir militaire* », pour « *une seconde révolution* »), tout en subissant une répression féroce sans parvenir encore à centraliser son combat.

L'OPPOSITION ET LES ORGANISATIONS DITES « SOCIALISTES » A LA RESCousse DE LA REACTION

Il y a plus grave. Des menaces pèsent sur cette révolution prolétarienne qui se radicalise et ne dispose pas d'expression

politique appropriée. Pire, à notre connaissance, toutes les organisations qui se réclament du socialisme, voire de la

révolution, œuvrent contre celle-ci de l'intérieur du mouvement des masses, apportant leur appui politique aux trois forces derrière lesquelles la bourgeoisie égyptienne tente de se regrouper pour la briser : les partis bourgeois traditionnels, les islamistes et... l'armée elle-même.

Ainsi, au cours de l'été, les partis « d'opposition » officiels, libéraux, islamistes et... ceux se réclamant du socialisme, ont formé une alliance pour sauver la junte militaire conspuée par les masses. Le 27 juillet, plus de 35 groupes et partis politiques ont constitué un « front populaire uni » et ont consenti à stopper toute discussion politique et à laisser de côté toutes les « questions controversées » ; ce front « populaire », drapé dans les oripeaux de la « démocratie », a ouvert la voie à la provocation islamiste du 29 juillet.

Leurs partisans des régions rurales de l'Égypte ont été envoyés au Caire lors d'une opération soigneusement préparée par des groupes tels que les Frères musulmans, les salafistes et al-Gamara al-Islamiya qui soutiennent le régime militaire, ses lois anti-grèves et la répression brutale contre les masses. Les dirigeants des groupes « socialistes », voire « révolutionnaires » ont utilisé ces événements comme prétexte pour abandonner les manifestants restés sur la place Tahrir et livrés aux coups.

Ces groupes et partis sont regroupés depuis le mois de mai dans un « front socialiste » fort d'environ 6 000 militants et

LA BOURGEOISIE DE PLUS EN PLUS INQUIETE COMPTE AVANT TOUT SUR L'ARMEE

Dans une situation de chaos politique croissant, et alors que la junte militaire tente par tous les moyens de porter des coups décisifs aux masses, mais sans parvenir à les écraser (et avec le risque que ses provocations ne se retournent contre elle car le prolétariat n'a pas encore donné le gros de ses forces et n'a pas épuisé son énergie révolutionnaire), la bourgeoisie s'inquiète.

Les vieux partis traditionnels, par la voix de ses candidats à l'élection présidentielle, ne cessent de réclamer le retour à l'ordre. Par la voix très autorisée de Al-Ahram, le grand quotidien cairote, elle critique « la mauvaise performance des militaires, à ce jour incapables de restaurer l'ordre et d'assurer la sécurité » (Al-Ahram-hebdo, édition en langue française, n° 890 du 28 septembre) mais ne voit pas d'autre issue à la crise que le recours à l'armée.

Au terme d'une analyse de l'impasse politique et institutionnelle dans laquelle se débat l'Égypte « en transition », Al-Ahram-hebdo, au compte de la classe bourgeoise dans le désarroi, résume la situation dans les termes suivants :

« Les forces politiques doivent choisir parmi trois

L'ARMEE ORGANISE ET REVENDIQUE LA GUERRE CIVILE ENTRE COPTES ET MUSULMANS

En ce début d'octobre, l'armée saisit le prétexte d'une marche de 10 000 manifestants sur le siège de la télévision

comptant cinq formations : le parti de l'Alliance démocratique politique, parti officiel de gauche sous Moubarak, les partis socialiste et communiste égyptien, issus des vieilles formations social-démocrate et stalinienne et deux nouveaux venus : le parti démocratique des travailleurs et les Socialistes révolutionnaires (SR).

Ce « front socialiste » s'est prononcé contre toute lutte en faveur d'une « nouvelle révolution ». Le 9 juillet, les SR ont déclaré : « *Ce qui se passe à présent sur la place et dans les rues en Égypte n'est pas une deuxième révolution mais l'extension de la révolution du 25 janvier* » et a renouvelé son appel à la junte pour une « transition démocratique ».

Cette politique ne peut que répandre des illusions mortelles sur la possibilité d'instaurer une démocratie bourgeoise sous l'égide de l'armée, et empêcher le regroupement d'une avant-garde révolutionnaire sur le programme de la révolution prolétarienne dans la perspective de la prise du pouvoir par les travailleurs, seul moyen de conquérir les libertés démocratiques et de satisfaire toutes les revendications matérielles des masses.

Sur le terrain de la lutte des classes, les SR ont ainsi, parmi d'autres, couvert l'accord passé entre les dirigeants syndicaux et le gouvernement, allant jusqu'à prétendre que les 45 000 ouvriers des transports du Caire étaient « sur le point d'aboutir à la victoire finale ».

alternatives : accepter une période de transition qui peut s'étendre jusqu'au début 2013, revendiquer l'élection d'un président faible devant le Conseil militaire et privé de cadre constitutionnel gérant son exercice, ou faire pression sur l'armée pour qu'elle renonce à partager les prérogatives du président élu ».

C'est la quadrature du cercle : comment retrouver une stabilité politique par la voie des élections alors que l'armée, chargée de la « transition démocratique », est incapable de faire respecter la « paix sociale ».

La situation semble conduire tout droit à une nouvelle explosion sociale.

Le 1^{er} octobre ont eu lieu de nouvelles manifestations de masse au Caire, aux cris de « *Pour l'égalité, le pain, les libertés* », à Alexandrie où les ouvriers ont appelé à « une révolution dans l'ensemble des usines de l'Égypte » et scandé : « *Plus de*

privatisations ». A Port-Saïd, à l'entrée du canal de Suez, les manifestants criaient : « *A bas le régime militaire !* ».



Émeute au Caire en octobre 2011

plus tôt à Assouan (où d'aucuns ont vu une provocation des autorités), pour frapper un grand coup.

Notons que la foule réclamait le renversement du maréchal Tantawi, président de la junte, et l'égalité des droits pour la minorité chrétienne copte en Egypte. L'armée a fait dès lors donner les chars qui ont écrasé environ vingt manifestants au moment où la télévision se déchaînait contre les Coptes.

Mais les masses n'ont pas suivi les chefs de l'armée et ont afflué, le 10 octobre, toutes confessions confondues, aux obsèques des martyrs du 9 et aux cris de « *A bas le feld-maréchal* » et « *Révolution dans toutes les rues d'Egypte* ».

Alors que d'innombrables témoignages et preuves médicales irréfutables le confirment, les chefs de l'armée démentent mercredi 12 devant la presse avoir fait ouvrir le feu contre les manifestants, félicitent la télévision d'Etat pour sa couverture des événements (celle-ci avait appelé les musulmans à « *descendre dans la rue pour... protéger l'armée* »), et accusent les « *prêtres radicaux chrétiens* » d'avoir planifié les manifestations contre l'Etat.

La véritable signification de cette provocation ressentie comme telle par les masses, c'est l'offensive anti-ouvrière qui a accompagné le massacre et sa justification.

Mardi 11, une unité de la police militaire, renforcée par des voyous, a attaqué des centaines de travailleurs du textile rassemblés devant la société Mega Shebin-al-Kom, avec des matraques, des aiguillons électriques et des fouets. Bilan : 30

CONCLUSION :

DE LA RESPONSABILITE DES « SOCIALISTES » ET DES « REVOLUTIONNAIRES »

Néanmoins, l'avenir n'est pas écrit et nul ne peut prévoir les délais ni les formes que revêtira le développement des affrontements en cours entre la réaction et les masses ouvrières et paysannes en mouvement.

La tâche la plus urgente, pour les révolutionnaires en Egypte (comme en Tunisie et partout où la révolution prolétarienne est à l'ordre du jour) consiste à clarifier leurs idées afin de doter les masses d'un programme d'action permettant à celles-ci de se mobiliser sur leurs revendications, de centraliser leurs propres forces, de mettre la réaction en échec et, une fois les conditions réunies, de se préparer à prendre le pouvoir.

C'est dire que le moindre pas en avant des militants qui cherchent la voie du programme marxiste, le programme qui, à l'aide de la méthode de Marx, doit permettre de donner une direction consciente aux luttes de classes qui soulèvent actuellement des masses immenses en Egypte, est d'une importance capitale. Cette tâche historique se résume dans la construction d'un Parti ouvrier, section égyptienne de l'Internationale ouvrière.

Nous avons noté que les Socialistes révolutionnaires qui se réclament en Egypte de la tradition marxiste, comme les groupes dits « révolutionnaires » ou « communistes » en Tunisie (voir [CPFC](#) n° 23 de juin 2011), persistent à confiner la révolution à des objectifs purement démocratiques, la lutte

blessés, 12 arrestations, une femme travailleur écrasée par une voiture. Le jeudi suivant, la police militaire agresse plus de 1 000 travailleurs de Telecom Egypt qui assiégeaient le bureau du patron, accusé d'être affilié à l'ancien parti au pouvoir et de refuser toute augmentation de salaires.

La bourgeoisie couvre les crimes de l'armée qu'elle encourage à se doter de forces spéciales de répression.

Libéraux, islamistes légaux, nassériens, 13 partis en tout, ont signé le 2 octobre un accord avec le Conseil suprême des Forces armées (SCAF) qui détient le pouvoir, prévoyant des élections législatives le 28 novembre et réaffirmant son « *plein appui* » à l'armée quant au « *transfert du pouvoir au peuple* ».

La situation actuelle présente certaines similitudes avec celle qui précéda les journées de juin 1848 à Paris. L'armée tente de forcer le prolétariat révolutionnaire inorganisé politiquement à une lutte désespérée afin de l'écraser.

Chacun est conscient du conflit d'envergure qui se prépare en Egypte comme l'écrit début octobre le journal [Al Masry Al Youm](#) :

« Si l'Etat ne répond pas aux exigences des dizaines de milliers de manifestants et grévistes qui continuent à lutter pour une vie décente et un avenir meilleur, les Egyptiens peuvent se trouver confrontés à l'un des deux scénarios : une restauration de l'Etat policier ou une escalade révolutionnaire ».

pour le socialisme étant reléguée à un avenir plus ou moins lointain.

C'est là s'aligner sur la funeste théorie de la révolution par étapes, léguée au mouvement ouvrier par l'ex-bureaucratie stalinienne, et dont celui-ci doit impérieusement se débarrasser afin de forger les outils, le parti révolutionnaire, l'Internationale, dont les masses ouvrières et paysannes ont besoin afin de mener la révolution à son terme en prenant le pouvoir politique entre leurs mains.

Les socialistes révolutionnaires qui refusent une « *deuxième révolution* » en Egypte réclamée par les travailleurs, opposent à celle-ci une « *révolution permanente jusqu'à la chute du régime* » dans un communiqué publié le 9 juillet dernier. C'est faire là une référence purement formelle à la théorie marxiste de la révolution permanente et lui tourner le dos, la politique des SR égyptiens se refusant à sortir d'un cadre purement démocratique bourgeois.

Alors qu'il s'agit, plus que jamais, d'ouvrir la perspective d'un gouvernement ouvrier et paysan, de la lutte pour le pouvoir des classes laborieuses, en d'autres termes de se préparer, sous peine de périr, au renversement du pouvoir de la bourgeoisie nationale regroupée tout entière derrière l'armée et le SCAF, son organe exécutif contre-révolutionnaire.

Fabrice LEFRANCOIS, le 18 octobre 2011.

Tunisie :

FACE A LA REVOLUTION QUI CONTINUE, LA REACTION REGROUPE SES FORCES

Ce n'est pas une divine surprise car tous les « observateurs » de la scène politique tunisienne l'avaient annoncé : le parti Ennahda, islamiste « modéré » selon ces messieurs, est arrivé largement en tête de l'élection à la Constituante du 23 octobre avec 41,47 % des inscrits et 90 députés sur 217. Et, bien avant la proclamation des résultats, Ennahda a revendiqué la direction du futur gouvernement de transition qui doit gérer, en principe pour un an, car rien ne semble encore décidé, les affaires de la bourgeoisie tunisienne avant l'adoption de la nouvelle Constitution suivie d'élections législatives et présidentielles.

Avec habileté, les dirigeants islamistes tunisiens ont proposé à certains partis bourgeois, arrivés loin derrière eux (le Congrès pour la République, CPR, nationaliste de gauche, 30 sièges, 13,82 % des voix et Ettakatol, autre parti bourgeois « de gauche », 21 sièges, 9,68 % des voix), de participer à leur gouvernement, offre que ces derniers n'ont pas déclinée.

Seul le « pôle démocratique », sorte de front populaire minoritaire, regroupant le parti d'origine ouvrière, comme Ettajdid, héritier du stalinisme, associé à des groupes bourgeois « de gauche », a décidé de rester dans « l'opposition ». Ainsi que l'ancien Front du 14 janvier, conglomérat de partis se réclamant du mouvement ouvrier (tels que le Parti Communiste des ouvriers de Tunisie, PCOT, et la Ligue de la Gauche ouvrière, LGO, l'organisation sœur du NPA) qui envisage de se reconstituer pour faire progresser « la démocratie », actuel et seul terrain de prédilection pour eux qui, fidèles à l'école stalinienne de falsification du marxisme, ne conçoivent la révolution que par étapes.

Tous les politiciens bourgeois tunisiens et les porte-parole de l'impérialisme, France et Etats-Unis en tête, sont d'accord pour rendre hommage à la « maturité » du peuple tunisien qui a voté massivement, ce qui augure selon eux, d'un avenir, sinon radieux, du moins « démocratique » dans ce pays. Les

possédants se bercent de l'espoir que la « révolution » de janvier 2011 devrait avoir trouvé sa conclusion, la Tunisie



Victoire des islamistes du parti Ennahda à la Constituante Tunisienne (octobre 2011)

s'acheminant vers l'instauration de la « démocratie », « voulue » par la « majorité » de son peuple. Or les résultats officiels indiquent que moins de la moitié des électeurs en âge de voter se sont rendus aux urnes : 3 867 197 suffrages exprimés sur 7 569 824, comme le fait remarquer le PCOT.

Le Monde, la bourgeoisie française faite journal, résume assez bien, dans son édition datée du 27 octobre, les espoirs de l'impérialisme français qui dispute en Tunisie, ses positions à ses concurrents américains, en titrant :

« Et si, en Tunisie, la démocratie passait par l'Islam ? »

Mais Le Figaro du 25 octobre semble plus proche de la réalité et voit :

« le nouveau gouvernement confronté à l'impatience des électeurs, au mécontentement social. Le moindre faux pas pourrait dégénérer en troubles et replonger le pays dans une violence endémique ».

LES LUTTES DE CLASSES N'ONT PAS CESSÉ

Une fraction importante des masses populaires a voté pour Ennahda. Pourquoi ? La fonction première de l'Assemblée Constituante octroyée par la bourgeoisie en place était de canaliser le mouvement révolutionnaire des masses dans un processus électoral destiné à légitimer la refonte d'un Etat bourgeois doté d'une nouvelle Constitution.

En acceptant de borner l'horizon de la révolution à l'élection d'une Assemblée Constituante, et en la revendiquant même, tous les partis prétendant parler au nom du mouvement qui a chassé Ben Ali ont écarté toute autre perspective pour les masses que celle du jeu parlementaire, en particulier toute perspective de constituer leur propre gouvernement pour s'attaquer à bras le corps aux problèmes qui assaillent les masses. Car pendant que chacun fait assaut autour de la Constituante, la situation économique et sociale des travailleurs, des paysans, artisans et petits vendeurs n'a cessé de se dégrader.

Le chômage qui progresse fortement (les autorités avancent le chiffre de 19 % de la population active, chiffre qui semble minorisé), une inflation galopante touchant les produits alimentaires de base, les pénuries de toutes sortes, notamment celle du lait dans un pays exportateur, un plan économique

qui accroît le surendettement (la bourgeoisie se faisant gloire d'honorer la dette), tel est le contexte qui enfonce la Tunisie dans la dépendance économique.

Dans ces conditions, une fraction importante des masses populaires a voté pour Ennahda car celui-ci a nettement défendu le retour à l'ordre, à la restauration d'un climat propice aux affaires, au commerce et au tourisme. Car si les partis et organisations se réclamant de la défense de la révolution sont incapables, par leur couardise et leur soumission à la bourgeoisie, d'installer l'ordre d'un gouvernement ouvrier et paysan, il est inévitable que la réaction, qui promet le retour au calme, marque des points.

Dans un tel contexte, les partis en campagne ont fait le silence complet sur les nombreux conflits sociaux générés par ces difficultés : des grèves ont affecté le secteur bancaire, les artisans de la médina de Tunis, les usines de textile, la poste, les chemins de fer (SNCFT), pour l'amélioration des conditions de travail et l'augmentation des salaires, grèves que les dirigeants de la centrale syndicale UGTT ont demandé, en vain, aux travailleurs, d'annuler pendant la campagne. La rentrée universitaire, comme en Egypte, a vu une forte mobilisation étudiante afin de « dégager » les

directeurs de cités universitaires accusés d'être pour la plupart d'anciens RCD (le parti déchu de Ben Ali).

Mais ces luttes incessantes de la classe ouvrière, des artisans, et sans oublier les mobilisations des petits paysans asphyxiés par les bas prix des matières premières imposés par l'industrie agro-alimentaire, restent isolées les unes des autres. Aucune force politique n'a encore émergé, capable de concentrer la puissance sociale encore intacte du prolétariat. Pour cela, ce dernier a besoin de se doter d'un programme d'action avançant les mots d'ordre permettant de centraliser la lutte dans la perspective d'un gouvernement ouvrier et paysan.

Plus grave, la plupart des comités qui étaient apparus un peu partout depuis janvier, ont été repris en main par le parti Ennahda qui a imposé notamment son contrôle sur la plupart des comités de quartier à Tunis et dans les grandes villes. Faute d'un parti ouvrier révolutionnaire, même embryonnaire, l'activité révolutionnaire des masses a été mise sous tutelle par ses pires ennemis : c'est là une loi de toutes les révolutions prolétariennes confisquées par la bourgeoisie en l'absence d'un parti révolutionnaire.

PLUS QUE JAMAIS, REGROUPER UNE AVANT-GARDE SUR LE PROGRAMME DE LA REVOLUTION OUVRIERE

Les masses laborieuses sont en train de faire l'expérience des politiques erronées qui les ont menées à l'impasse. Aucun parti bourgeois n'est en mesure de régler les grands problèmes auxquels elles sont confrontées, tant du point de vue des droits démocratiques que des revendications matérielles. Pour sortir de l'impasse politique et économique dans laquelle les a confinés le régime bourgeois de transition pseudo-démocratique installé depuis la chute de Ben Ali, il est nécessaire qu'elles se regroupent sur le terrain de leur indépendance politique et opposent leurs revendications à elles, c'est-à-dire leur programme, contre tous les semeurs d'illusions, bourgeois et petits-bourgeois.

Le maintien de l'appareil répressif de l'Etat bourgeois, le même que celui de Ben Ali, garant du pouvoir politique et économique de la classe bourgeoise, les élections à la Constituante « légalisant » l'accès au pouvoir des partis de cette même bourgeoisie, sous la houlette d'Ennahda, le plus réactionnaire d'entre eux, fera tomber tôt ou tard les illusions des masses. Mais comment combattre aujourd'hui ? Quelle force politique constituer afin de pouvoir dresser la force immense des travailleurs afin d'arracher la satisfaction de toutes les revendications ? Quelle initiative prendre ?

La reconstitution du Front du 14 janvier, même délesté des groupes nationalistes et bourgeois (baasistes, nassériens, etc.) pour ne laisser en lice que les organisations ouvrières se réclamant du socialisme (PCOT, LGO...) ne saurait ouvrir, sur la base de sa plate-forme de janvier, une perspective, ni aux militants ouvriers, ni aux masses en lutte.

La fameuse télévision quatarie Al Jazeera laissait entendre, au moment des élections, que « *Hammami* (dirigeant du PCOT), avec *Moncef Marzouki* (dirigeant du parti bourgeois CPR) est potentiellement un partenaire dans une alliance prospective menée par le parti Ennahda » Provocation ? A moins que les ex-maoïstes du PCOT, comme leurs amis « communistes » et « socialistes » d'Egypte, ne cèdent à la pression des « démocrates islamiques » et n'acceptent de prendre place dans l'union nationale que tous les possédants appellent de

Néanmoins, et le déferlement de grèves de masse dans l'Egypte proche ainsi que la montée révolutionnaire au Maghreb, au Machrek, en Grèce et dans le monde entier, est une aide puissante au prolétariat tunisien. Si ce dernier combat, comme d'ailleurs partout, faute d'Internationale ouvrière révolutionnaire, dans la confusion politique, il n'est pas écrasé, loin de là.

La réalité du régime policier qui continue à sévir durement, est là pour le lui rappeler chaque jour : agressions et arrestations de militants livrés aux institutions de la dictature toujours en place, matraquage médiatique au profit des classes dominantes, et notamment sur la question de la religion avec l'objectif d'entretenir la confusion et de diviser les travailleurs. Sans oublier les mitraillages de manifestations à balles réelles, comme début septembre à Sbeitia (Centre Ouest à 40 km de Sidi Bouzid), qui ont tué une jeune fille de 16 ans, provoquant des émeutes de la population et à Douz dans le Sud, la police envoyant 30 blessés à l'hôpital. Même lorsque les manifestations sont autorisées, comme le 15 août à Tunis, conduites par l'UGTT, réprimées, elles se transforment en « journée de la colère »...

leurs vœux et qui n'aurait pour objectif que de liquider les révolutions en cours, en Tunisie et en Egypte. Le PCOT, qui semble bien silencieux depuis les élections, aura sans doute à cœur de clarifier ses positions sur cette question.

La Ligue de la Gauche ouvrière (liée au NPA) qui a appelé au boycott des élections à la Constituante, « *dit oui pour continuer la révolution jusqu'au renversement du régime* » et avance la perspective d'un « *gouvernement ouvrier et populaire* », pour « *que les masses imposent leur souveraineté populaire* » (déclaration de la LGO du 9 octobre). Nous avons déjà noté (voir CPFC n° 23, « *Révolution et contre-révolution aux prises en Tunisie* ») l'ambiguïté d'une telle formule qui laisserait entendre qu'un gouvernement de front populaire, c'est-à-dire d'alliance de partis ouvriers et de partis bourgeois « de gauche » permettrait d'ouvrir une voie pour avancer vers le pouvoir des travailleurs.

Tout gouvernement « populaire » ne saurait être qu'un gouvernement bourgeois. Toute révolution qui soulève des masses immenses, comme en Tunisie et en Egypte, ne saurait triompher que si le prolétariat combat pour prendre le pouvoir, à la tête de toutes les masses laborieuses. Et cela, quels que soient les délais et les difficultés rencontrées. Pour avancer dans cette perspective, qui est celle du socialisme, il est nécessaire de regrouper une avant-garde ouvrière sur un programme transitoire élaboré par les révolutionnaires eux-mêmes en fonction des particularités de la lutte dans chaque pays (Tunisie, Egypte).

Nul ne peut prévoir si un gouvernement dirigé par les islamistes à Tunis (et éventuellement demain au Caire) aura la possibilité d'étrangler la révolution (comme en Iran entre 1980 et 82), ni dans quels délais. Car les masses continuent à manifester leur force, quoique dispersée, au Maghreb et au Machrek dans le contexte d'une montée mondiale des luttes ouvrières. Ce qui laisse encore du temps aux révolutionnaires afin de clarifier leurs idées, intervenir dans la lutte et s'organiser.

F.L. le 30 octobre 2011.

EN DEFENSE DU COMBAT REVOLUTIONNAIRE DES MASSES SYRIENNES

Le mouvement révolutionnaire qui perdure en Syrie depuis le mois de février 2011 est en butte à une répression massive de la part du pouvoir syrien qui a déjà fait selon les ONG plus de 3 000 morts à ce jour. Ce mouvement est certes porté par la vague des mouvements révolutionnaires tunisien et égyptien mais il vient, comme eux, de plus loin.

Depuis mai 2006 des mouvements se succèdent : manifestation des ouvriers de la société de construction publique à Damas, grève des chauffeurs de taxis à Alep, affrontement de la population d'un des quartiers de Homs menacés d'expulsion au profit d'un promoteur immobilier. En 2007 de nombreux affrontements ont lieu avec la police. En 2008 : manifestations des ouvriers du port de Lattaquié.

Le 17 février 2011 lorsqu'un jeune conducteur se fait tabasser dans le centre de Damas, aussitôt une manifestation d'environ 3 000 personnes se forme pour protester contre ce passage à tabac. Puis le 6 mars 2011, les services de sécurité arrêtent dans la ville de Deraa, une quinzaine de jeunes garçons de moins de 15 ans qui ont tagué le mur de leur école du slogan des mouvements révolutionnaires tunisien et égyptien vu à la télévision : « *le peuple veut renverser le régime* ». Ils seront sauvagement torturés. Le 15 mars une trentaine de jeunes manifestent à la mosquée Omayyad à Damas, tous sont arrêtés.

Le 18 mars, dans la ville de Deraa, une manifestation pacifique de masse envahit les rues réclamant la libération des enfants, la liberté et la levée de l'état d'urgence. La riposte des forces de sécurité fait des centaines des morts et des blessés, des détentions. Le 20 mars encore des manifestations et massacres à Deraa, le 21 mars aussi, réclamant toujours la liberté et la levée de l'état d'urgence, le 22 mars des manifestations à Deraa et Nawa, le 23 mars encore Deraa dans un cycle de manifestation et de répression.

A partir du 25 mars ont lieu des manifestations dans les banlieues pauvres de Damas et de la ville côtière Lattaquié. Chaque manifestation a son lot de morts, blessés et arrêtés. A partir de la fin mars le mouvement de contestations devient national. De fait, avec l'aggravation de la crise du capitalisme, le peuple syrien n'en peut plus, écrasé par la misère et les conditions de vie sous un régime dictatorial.

Acculé par ce mouvement, le dictateur Bachar al Assad fait adopter le 19 avril 2011 trois décrets : la levée de l'Etat d'urgence en vigueur depuis 1963, l'abolition de la Cour de Sûreté de l'Etat, et la réglementation du droit de manifestation. Une nouvelle loi électorale, une loi permettant la création de partis politiques ont été adoptées et une nouvelle constitution ou une constitution modifiée est en cours de préparation. Tout ceci pour faire droit aux revendications des « opposants » syriens qui se positionnent

tous à des degrés divers en défense du parti Baath « dirigeant de la société et de l'Etat » (article 8 de la Constitution de 1973) et pour pouvoir conclure qu'à partir de là, il n'y aurait désormais plus besoin d'organiser des manifestations en Syrie.

Cela permet de justifier la répression à tout va des manifestants qui ne refluent pas, ne reculent pas et qui sont assimilé à « *des gangs armés, attaquant des propriétés publiques et privées, et mettant en place des barricades dans certaines villes où ils ont pris le dessus. Dans les tout derniers mois, ces bandes armées se sont chargées de mettre sur pied des sites armés dans les régions frontalières entre la Syrie, d'une part, et la Turquie, le Liban et la Jordanie et l'Irak pour s'assurer une continuité dans le ravitaillement en armes et en équipements divers.* » (Communiqué de Husein Nemer, premier secrétaire du Parti Communiste syrien (unifié), membre du FNP (Front National Progressiste), coalition autour du parti Baath 28/09/11).

Car non seulement le gouvernement de Bachar al Assad dénonce des manifestants à la solde de l'impérialisme via « *des religieux fondamentalistes et des groupes radicaux à l'idéologie obscurantiste* », mais également la direction du Parti Communiste Syrien (unifié).

Quant à la CNCN (Coordination Nationale des Forces de Changement National Démocratique en Syrie) qui s'est réunie le 25 juin 2011 alors que le mouvement dure déjà depuis 4 mois, elle rassemble des partis politiques issus du RND (Rassemblement National

Démocratique) qui diffèrent peu de ceux du FNP dont ils sont issus sauf qu'ils ne veulent pas être à la remorque du parti Baath et affichent leur volonté d'agir dans une perspective démocratique.

Cette coordination tergiverse non parce « *qu'elle serait tiraillée entre la peur du régime et le soutien à la rue* » (blog d'Ignace Leverrier – ancien diplomate paru dans Le Monde du 20 octobre 2011) mais plutôt parce qu'elle soutient le régime et a peur de la rue.

De fait, tous les partis politiques syriens appellent à « *un nécessaire dialogue constructif et loyal entre toutes les forces patriotiques et honnêtes* » et ainsi Husein Nemer du PCS (unifié) appelle ces partis « *à soutenir la Syrie, car elle est la plus important des pays Arabes à résister aux plans impérialistes de domination du Moyen-Orient... La Syrie soutient également la résistance nationale en Palestine, au Liban et en Irak* » faisant litière de l'invasion du Liban le 1^{er} juin 76 par l'armée syrienne d'Hafez al Assad père de l'actuel dictateur.

Invasion intervenue, avec la bénédiction des Etats-Unis et des



Manifestation contre la dictature baasiste en Syrie (avril 2011)

pays occidentaux, à la demande de la droite libanaise en mauvaise posture, pour écraser le mouvement nationaliste libanais et la résistance palestinienne. Rappelons que le PC Syrien avait d'ailleurs à l'époque fait les frais de son opposition à l'intervention armée au Liban en se retrouvant condamné à la clandestinité.

Les félicitations adressées par Husein Nemer à l'attitude ferme de la Russie, de la Chine et des BRICS au sein de l'ONU qui ont opposé leur veto aux propositions de sanctions contre la Syrie ne sont qu'un rideau de fumée. Ainsi le dirigeant du PC Syrien unifié, et derrière lui tout ce que la planète compte de staliniens nostalgiques, tente de faire croire que les manifestants syriens qui bravent les chars seraient les jouets de l'impérialisme, reprenant mot pour mot les arguments du régime.

Ils se rangent résolument contre les masses et du côté du tyran sanguinaire au nom d'un prétendu anti-impérialisme, le même qui les ont fait soutenir en son temps un Khomeiny en Iran.

En réalité, le mouvement révolutionnaire du peuple syrien

contre la dictature place l'impérialisme dans une situation délicate : En effet, la Syrie est une pièce essentielle pour l'impérialisme dans ce Moyen-Orient secoué par les révolutions tunisienne et égyptienne.

Pour le moment, le régime du parti Baath maintient dans le sang la loi et l'ordre, ce que n'ont pu faire ni Ben Ali, ni Moubarak et c'est ce qui prévaut pour l'impérialisme. Tant que le régime syrien ne se fissure pas et semble pouvoir écraser les masses, l'impérialisme n'interviendra pas militairement, comme il l'a fait en Libye pour s'assurer que la bourgeoisie garde bien le contrôle des masses, via le CNT. Les pseudos-sanctions et les appels à la modération que lance l'impérialisme à l'adresse du régime syrien sont en réalité un permis de tuer délivré au dictateur.

Le mouvement ouvrier mondial doit défendre le combat de la population syrienne qui se bat le dos au mur, avec un courage admirable, alors qu'elle ne dispose d'aucune organisation ouvrière indépendante, que la totalité des organisations en Syrie se réclamant du socialisme, ou se disant même seulement progressiste, gravite dans l'orbite du parti Baath qui structure la dictature.

Julie LAROUSSE, le 30 octobre 2011.

LA CHINE SURENDETTEE INQUIETE L'IMPERIALISME MONDIAL

L'impérialisme s'effraie des « montagnes de dettes » de la Chine et envisage, par la voix du Forum américain d'informations économiques [Bloomberg News](#), un « effondrement économique » de l'Empire du Milieu.

Tant il est vrai que la crise mondiale du système capitaliste exacerbe maintes contradictions difficilement solubles dans cet immense pays d'un milliard et demi d'habitants et qui passait ces derniers temps pour la seconde puissance du monde capable d'atténuer, sinon conjurer la crise générale du système capitalisme. Or c'est le contraire qui se prépare.

La dette des collectivités locales, conséquence directe de la politique de Pékin dans la tourmente financière mondiale, a atteint depuis 2008 un montant colossal et menace la « stabilité » de toute l'économie chinoise. La crise de surproduction actuelle de l'impérialisme a vu un ralentissement brutal des principaux marchés d'exportation de la Chine (Etats-Unis, Europe et Japon) et en voie de conséquence la suppression rapide de 23 millions d'emplois.

Affolée par les conséquences sociales potentielles de la situation, la bureaucratie qui gouverne au compte de la nouvelle bourgeoisie chinoise, a mis sur pied un programme de 4 mille milliards de yuans pour maintenir la croissance économique mais n'a fourni que 1,2 mille milliards, laissant le reste du financement aux collectivités locales et aux entreprises publiques.

D'énormes emprunts ont permis des dépenses massives des collectivités locales et ont aussi attisé la spéculation sur la propriété, ce qui a provoqué l'escalade des prix immobiliers et un immense surplus de logements invendus.

Si la consommation nationale doit être augmentée pour absorber une production qui s'exporte de plus en plus mal, les

augmentations de salaires des deux dernières années (suite à la vague de grèves qui a frappé la Chine depuis le printemps 2010) sont loin de suffire pour accroître la part du marché intérieur.

Comme l'écrit l'éditorialiste de [Bloomberg News](#) du 2 octobre :

« de grands pans de l'industrie chinoise peuvent devenir non-rentables. De mauvais prêts pourraient forcer le gouvernement à intervenir et recapitaliser les banques. L'investissement en capital fixe, qui représente 46 % de l'économie, contre seulement 12 % aux Etats-Unis, pourrait chuter fortement, ce qui saperait la croissance de l'emploi dont le pays a besoin pour soutenir sa consommation. En bref, le modèle chinois orienté à l'exportation pourrait s'effondrer avant que les consommateurs ne soient en mesure de prendre le relais ».

Officiellement, le niveau d'endettement de la Chine n'est que de 27 % du PIB. Mais avec les « mauvais prêts non officiels » accordés aux communes à des taux pouvant aller jusqu'à 180 %, l'endettement global de la Chine pourrait monter jusqu'à 90 % du PIB. Plus grave, ces emprunts à des taux aussi énormes sont le signe que les petites et moyennes entreprises s'adonnent largement à la spéculation financière.

Ainsi le célèbre site industriel de Wenzhou est-il devenu une économie « factice ». Selon le [Shanghai Morning Post](#) de début octobre, alors que 4 000 entreprises de Wenzhou produisaient en 2001 80 % de la production mondiale de briques, il ne reste plus sur le site que 100 usines dix ans plus tard.

Un capitaliste chinois anonyme a déclaré au journal que son

usine de 1 000 ouvriers faisait moins d'un millions de yuan (117 000 euros) de profit par an avec du « vrai travail » alors que sa femme ayant investi dans dix propriétés de Shanghai avait gagné 30 millions de yuans en huit ans.

La chute des prix de l'immobilier et des commandes à l'export, conjuguée à celle des garanties engagées par les PME pour leurs prêts va entraîner de nombreuses faillites et

pertes d'emplois. Loin de tirer (et prétendument « sauver ») l'économie capitaliste mondiale, la Chine, selon Bloomberg News est en train de devenir rapidement une source majeure d'instabilité économique. La « croissance » se transforme en son contraire : un effondrement aux conséquences encore incalculables.

DAVID, le 23 octobre 2011.

Grèce : lors de la fête nationale du 28 octobre,

L'ETAT BOURGEOIS PRIS A PARTIE PAR LA JEUNESSE DANS TOUT LE PAYS

Une semaine après les deux jours de grève générale des 19 et 20 octobre qui ont vu déferler contre l'Etat bourgeois des masses immenses à Athènes et dans toute la Grèce, avaient lieu les défilés militaires de la fête nationale du 28 octobre (commémorant le « non à l'ultimatum » de Mussolini en 1940 qui devait ouvrir la période de la Résistance), où les élèves des écoles de tout le pays sont conviés à des parades « militaires ».

Le quotidien Eleftherotypia (sorte de Libération grec) rapporte qu'à Thessalonique, la grande ville du nord, le défilé a été annulé.

« Des milliers de manifestants de différents groupes sociaux ont envahi le lieu où devait avoir lieu le défilé militaire. La place a été bloquée par les MAT (CRS grecs) et pour la première fois dans les annales, le président de la République, Karolos Papoulias, a été contraint de quitter les lieux. Furieux aussi de la situation, le ministre de la Défense nationale s'est également retiré tandis que le maire a caractérisé les mots d'ordre des manifestants « d'incompréhensibles », ajoutant que le « sens de l'institution a été aboli »...

A Athènes, relate le même journal, « sous haute surveillance, le défilé des élèves s'est déroulé à Syntagma (la place de la Constitution, devant le Parlement), en présence de la ministre de l'Education (qui a entendu) des slogans anti-gouvernementaux (dont « la Grèce n'est pas à vendre », « Pain, éducation, liberté », « Peuple, ne baisse pas la tête ») lancés par des élèves qui ont refusé de la saluer.

A Rhodes, « des incidents se sont produits lors du défilé, à l'initiative de groupes de citoyens indignés, lesquels ont forcé l'encerclement policier (et jeté des oranges) vers la tribune officielle où se trouvaient le ministre de l'Agriculture et du développement, des députés du PASOK et de Nea Demokratia, le parti de droite, qui ont été évacués sous protection de la police ».

En Crète, à Héraclion, « une foule de gens ont exprimé leur désapprobation de la politique gouvernementale et jeté des objets contre la tribune des officiels, exigeant qu'ils se retirent, ce qui fut le cas, à l'exception de l'Archevêque et des représentants du Port ». Vive tension à Patras où « la cible des citoyens était le vice-ministre de la Défense nationale qui a été contraint de quitter la tribune officielle sous les jets de bouteilles d'eau et d'œufs »...

A Xanthy, dans le nord du pays, des élèves ont quitté les rangs de leur défilé pour rejoindre la masse des

manifestants.

Le quotidien To Vyma remarque, à propos de ces « mouvements de protestation inédits, des phénomènes de dissolution de l'Etat, de paralysie des mécanismes de préservation de l'ordre public ».

Les journées des 19 et 20 octobre ont montré que l'appareil stalinien, en s'en prenant aux manifestants, avait joué son rôle de préservation de « l'intégrité du Parlement », donc de l'ordre bourgeois dont l'appareil d'Etat est entièrement discrédité dans la conscience des masses. C'est dire qu'une crise révolutionnaire est imminente dans ce pays à la dérive. Nous y reviendrons.

DAVID, le 31 octobre 2011.



Manifestation à Athènes durant la grève générale d'octobre 2011

LA CRISE DU CAPITALISME ET LE PARTAGE DES RICHESSES

UN MOT D'ORDRE A LA MODE

Depuis quelques années, un mot d'ordre apparemment très radical parcourt les tracts, les banderoles, les articles de la plupart des organisations qui se réclament de la défense des intérêts des travailleurs, syndicats ou organisations politiques françaises. Que cela soit « *Pour une autre répartition des richesses* » ou « *L'urgence d'un autre partage des richesses* » il est devenu l'axe central pour la CGT ou la CFDT en passant par la CNT anarchiste ou le syndicat Solidaires mais également pour le Parti Socialiste ou le Nouveau Parti Anticapitaliste (toutes tendances confondues) en passant par le Parti de Gauche ou le Parti Communiste jusqu'aux « indignés »...



Manifestation intersyndicale (octobre 2011)

C'est ainsi que l'intersyndicale UNSA FSU SOLIDAIRES CGT CFDT défile et fait défiler derrière ce mot d'ordre pendant le mouvement contre la réforme des retraites en 2010 ainsi que le 11 Octobre 2011.

Mais que signifie vraiment le mot d'ordre de partage des richesses ? S'il s'agit d'affirmer la nécessité d'en finir avec le capitalisme, de réaliser la révolution nécessaire et de répartir les richesses produites entre tous les producteurs (les travailleurs) nous ne pouvons bien évidemment que souscrire à un tel objectif. Nous nous permettons néanmoins d'émettre quelques doutes sur le désir de la direction de la CFDT, de l'UNSA voire de la CGT ou de Solidaires, du PS ou du PCF de se fixer cet objectif.

Et nous nous interrogeons également sur une pareille unanimité entre des organisations professant des orientations censées être si profondément différentes. Une analyse plus attentive ne nous laisse pas trop d'illusions.

Pour les organisations syndicales, il s'agit ouvertement de trouver une meilleure répartition - dans le cadre du système - des profits réalisés par les entreprises capitalistes. La CGT, elle, se plaint amèrement dans un compte-rendu de négociation avec le patronat : « *Le patronat refuse toujours de négocier sur le partage des richesses !* », la CFDT intervenant sur un mode encore plus modéré :

« Pour la CFDT, il ne s'agit donc pas tant de réglementer la répartition des richesses que de redonner de la cohérence aux mesures publiques et de donner des outils aux acteurs sociaux pour faire vivre des instances de dialogue, de négociation et de régulation ».

Quand à Solidaires « *Le partage des richesses, c'est revenir*

sur le partage inégal entre salaires et profit. Le partage des richesses c'est renforcer la protection sociale. Le partage des richesses c'est une fiscalité plus redistributive. La colère sociale face aux injustices sociales est légitime et est durablement enracinée. » Pas mieux certes dans la mouvance anarchiste où pour la CNT « *Nous pouvons construire un rapport de force et obtenir un partage des richesses et une réduction du temps de travail qui nous permettent de dégager du temps pour nous investir dans la vie et la gestion collective de la société sans déléguer constamment notre pouvoir à une élite dont nous ne partagerons jamais les intérêts. »*

Mais qu'en est-il des organisations politiques ? Nous ne sommes pas étonnés par le PS qui assume son rôle de gestionnaire loyal du capital qu'il faudrait juste « améliorer », il est pour le partage des richesses... dans l'entreprise et sous contrôle des actionnaires dans le privé :

« La question du partage des richesses au sein de l'entreprise doit être posée dans des termes nouveaux. Parce qu'il doit y avoir une proportionnalité entre les revenus à l'intérieur des entreprises, le PS propose qu'au sein des celles qui ont une participation publique dans leur capital, les rémunérations soient comprises dans une échelle de l'ordre de 1 à 20. Dans les autres, l'assemblée générale des actionnaires, sur proposition du conseil d'administration, après consultation du comité d'entreprise devra fixer ce ratio. »

Pour leur part, le Parti Communiste Français et le Parti de Gauche et leurs satellites font du mot d'ordre « Partager les richesses et abolir l'insécurité sociale » le premier chantier de leur programme partagé L'humain d'abord¹³, proposant pour l'essentiel l'instauration d'un salaire maximum tout en rappelant que « *la Confédération européenne des syndicats propose d'ailleurs, dans toutes les entreprises, que l'écart entre le plus bas et le plus haut des salaires ne puisse dépasser 1 à 20. Ainsi les patrons ne pourront gagner plus sans d'abord augmenter les salariés du bas de l'échelle* » Sans plus en dire sur le sort fait aux profits capitalistes et tout cela donc dans le cadre du système actuel.

Quant à elles, les organisations dites d'extrême gauche développent finalement la même orientation :

- pour le NPA : « *Partage des richesses ou alors ça va péter ! Voilà ce que nous chantons depuis des années dans les manifs. Maintenant, tout le monde en parle, puisque c'est dans l'augmentation des inégalités que se situe l'origine profonde de la crise.* »¹⁴ Ce qui signifie qu'il suffit de réduire les inégalités et ce système économique ne vivra plus de crise. Ou encore « *c'est une tout autre répartition des richesses que propose le NPA, à commencer par l'augmentation des salaires et de la protection sociale, le développement des services publics en prenant résolument sur les profits et en refusant de rembourser la dette publique illégitime* »¹⁵. Ce qui signifie prendre sur les profits **en restant dans le système du profit.**

- L'organisation anarchiste Alternative Libertaire a d'ailleurs le bon goût de le reconnaître ouvertement : « *En soi, l'objectif d'une redistribution des richesses n'est pas révolutionnaire. Il ne présuppose pas une transformation socialiste, et on peut tout à fait imaginer un capitalisme qui intégrerait un haut niveau de protection sociale et de rémunération des travailleur(se)s – donc une « meilleure » répartition des richesses produites – sans remettre en cause l'ordre social.*

Il n'y a qu'à comparer les capitalismes suédois et brésilien. L'expression même de « redistribution des richesses » n'est d'ailleurs pas idéale puisqu'elle suppose qu'une part, même moindre, de la richesse produite par les travailleur(se)s, soit reversée à une classe capitaliste dont la fonction dans la société est parasitaire. »¹⁶ CQFD

L'affaire est claire : le partage des richesses dont il s'agit et dont on cherche à encadrer nos combats est un partage des profits entre les patrons, les actionnaires et les travailleurs, véritables et seuls producteurs des richesses. Une gestion plus morale du capitalisme en somme.

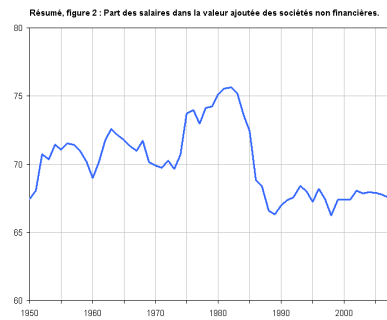
Le support actuel de cette orientation se trouve pour l'essentiel dans le fait - réel - que la part des salaires baisse dans le PIB depuis le début des années 80. Après une baisse importante de 1983 à 1989 cette part se stabilise à environ 65 et ce sont ainsi 9,3 % de cette richesse créée qui basculent des salaires vers la rémunération du capital (plus de 100 milliards)⁵.

C'EST LE CAPITALISME QUI EST A L'ORIGINE DES INEGALITES, DE LA MISERE ET DES CRISES

Le capitalisme n'est pas un système économique parfait, bien huilé qui connaît quelques ratés par la faute de certains actionnaires cupides et patrons voyous. Par son développement même, sa recherche continuelle du profit l'entraîne, dans un cadre de concurrence acharnée entre entreprises et entre nations capitalistes, à produire toujours plus en investissant sans cesse dans son appareil de production pour en augmenter la productivité et accumuler de plus en plus de capital.

Marx a montré comment la concurrence entre capitalistes et l'accroissement du poids de l'investissement génère de manière mathématique la tendance à la baisse du **taux** de profit tiré de chaque unité de marchandises produite. Pour y remédier il faut accroître la production (pour obtenir le même profit total sur la masse des marchandises produite) et/ou augmenter le taux d'exploitation des travailleurs (les faire travailler plus en les payant moins).

Pour cela il faut pour le capital investir dans de nouvelles machines plus performantes employant moins d'ouvriers, dans de nouveaux progrès technologiques. Et le taux de profit, momentanément rétabli pas les mesures prises, repart à la baisse et les marchés se saturent lentement mais sûrement, le renforcement de la production aboutissant à la surproduction. L'accumulation continue de capital entraîne la constitution et le renforcement du capital financier, fusion du



Source INSEE :

Puisque, d'après le NPA (article cité ²) et d'autres « *c'est dans l'augmentation des inégalités que se situe l'origine profonde de la crise* » il suffirait alors de rétablir une meilleure répartition en faveur du travail pour sortir tout naturellement de la crise. Tous nos réformateurs / moralisateurs du capitalisme s'appuient sur ce raisonnement pour bâtir leurs lendemains meilleurs à l'aide de quelques élections et quelques bonnes lois. Malheureusement cela est faux..

¹³ Front de Gauche : [L'humain d'abord](#)

¹⁴ NPA : [Le partage des richesses en question](#)

¹⁵ NPA : [Communiqué du NPA. Les capitalistes n'ont pas perdu le nord dans la lutte des classes.](#)

¹⁶ Alternative Libertaire : [Dossier partage des richesses : Donner un sens politique aux luttes sociales](#)

capital bancaire et du capital industriel.¹⁷

Pour Marx, cette baisse du taux de profit doit entraîner la multiplication des convulsions, des crises, des guerres, et surtout, des luttes sociales.

Cette logique interne arrive d'ailleurs à sa maturité au début du 20^{ème} siècle par la domination du capital financier et la saturation du marché mondial qui conduira à la première puis à la deuxième guerre mondiale entre les principaux pays capitalistes.

C'est ce fonctionnement même, cette logique interne du système que nient tous ceux qui ont intérêt – d'une manière ou d'un autre, par leurs profits ou par la place qu'ils occupent - à ce qu'il se perpétue.

Alors que notre monde se débat devant nous dans une crise sans précédent, ils croient et veulent nous faire croire que l'horizon du capitalisme est indépassable et que l'on peut négocier (les plus radicaux peut-être à l'aide d'une bonne grève générale) une réduction du taux d'exploitation des travailleurs avec les patrons, les actionnaires, les appareils d'états au service du capital financier. Ainsi, pour eux, doit se résoudre la crise.

¹⁷ Lénine : [L'impérialisme stade suprême du capitalisme](#)

LE CAPITALISME PEUT-IL PERMETTRE UN PARTAGE DES RICHESSES EN FAVEUR DES TRAVAILLEURS ?

Bien entendu, toute grève économique, tout combat de classe partiel mais victorieux augmente la part des salaires, que ce

soit par annulation de licenciements prévus, ou par les augmentations de salaires au détriment des profits. Mais il est bien entendu également que cette victoire est temporaire et que le capital cherche à recouvrer le plus vite possible un profit et un taux de profit suffisant.

Pour cela le prix des marchandises produites est augmenté (inflation), du capital est investi dans de nouvelles machines et de nouvelles technologies ; la production augmente, le capital tente à nouveau de licencier les travailleurs inutiles pour lui. Le combat de classe doit recommencer pour obtenir ce qui avait été précédemment arraché et perdu.

Comme l'explique Marx dès 1865 :

« Les trade-unions (syndicats - NDLR) agissent utilement en tant que centres de résistance aux empiètements du capital. Elles manquent en partie leur but dès qu'elles font un emploi peu judicieux de leur puissance. Elles manquent entièrement leur but dès qu'elles se bornent à une guerre d'escarmouches contre les effets du régime existant, au lieu de travailler en même temps à sa transformation et de se servir de leur force organisée comme d'un levier pour l'émancipation définitive de la classe travailleuse, c'est-à-dire pour l'abolition définitive du salariat. »¹⁸

Par ces combats de classe partiels, économiques, nous avons donc une des façons de partager les richesses par le combat mais son résultat n'est pas permanent et rarement global.

Mais peut-on néanmoins envisager d'améliorer le partage global dans le cadre de ce système ?

Pas sans une mobilisation générale. Comment imposer ce

partage à un patronat qui « refuse toujours de négocier sur le partage des richesses » sans une mobilisation qui le fasse plier lui et l'Etat à son service ? Mais dans le cadre politique et institutionnel dicté par le capital, même cette mobilisation globale ne peut déboucher que sur un résultat économique peu durable.

Comme l'a montré la grève générale de 1968 en France, le patronat n'a mis que quelques mois, grâce à l'inflation, pour rattraper les hausses de salaires obtenues (inflation 1969 : 6,5 % contre 2,7 % en 1967) obligeant les travailleurs à mener à nouveau combats sur combats.

Car, nous l'avons vu, c'est la recherche du profit et la tendance à la baisse du **taux** de profit lié au vieillissement du capital qui sont le moteur économique du système et président à sa continuelle évolution, sa « croissance » de plus en plus réduite.

D'un côté, cette croissance consiste certes à faire croître les richesses produites mais elle conduit au final à la surproduction chronique, à une difficulté croissante à produire autant de profit à partir du capital accumulé.

D'un autre côté, cette surproduction de marchandises et cette accumulation du capital accroissent en proportion, comme il est compréhensible, la **concurrence** entre les entreprises capitalistes, les capitaux mais aussi entre les Etats nationaux qui sont leurs cadres initiaux de développement et leurs serveurs.

¹⁸ K Marx : Salaires, prix et profits 1865

CONCURRENCE ET RECHERCHE DE LA COMPETITIVITE

Cette concurrence acharnée qui accompagne la recherche du profit se met à peser sur le prix des marchandises et en fin de compte sur les salaires. C'est ainsi que les positions économiques relatives de l'Allemagne et de la France sont dues, d'après une assez récente étude réalisée pour le Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie intitulé Mettre un terme à la divergence de compétitivité entre la France et l'Allemagne¹⁹, aux différences des salaires dans les deux pays :

« La France a perdu au cours des années récentes le seul avantage comparatif qui était le sien, celui des prix moins élevés. La compétitivité-prix des produits allemands est même désormais souvent supérieure à celle des produits français. »

« Le point essentiel, qui éclaire la plupart des observations précédentes, est que selon les enquêtes disponibles le coût moyen de l'heure de travail (salaire chargé) dans l'industrie a augmenté en France plus rapidement qu'en Allemagne d'environ 10 % dans la première partie des années 2000, l'écart de tendance se prolongeant depuis et s'amplifiant probablement. »

Cette étude débouchera d'ailleurs sur le Pacte pour l'Euro plus²⁰ adopté les 24 et 25 Mars 2011 par le Conseil Européen. Celui-ci contient - entre autres tentatives d'enrayer l'explosion économique de l'Europe capitaliste - quelques mesures bien comprises pour maintenir un taux de profit suffisant au niveau de toute l'Europe :

« Renforcer la compétitivité

Les progrès seront évalués sur la base de l'évolution des salaires et de la productivité ainsi que des besoins d'ajustement en matière de compétitivité. Afin de déterminer si les salaires évoluent en accord avec la productivité, le coût unitaire de la main-d'œuvre (CUM) fera l'objet d'un suivi sur une période déterminée, par comparaison avec l'évolution dans d'autres pays de la zone euro et chez les principaux partenaires commerciaux comparables. »

Et un peu plus loin :

« Il incombera à chaque pays de déterminer les mesures spécifiques à prendre pour renforcer sa compétitivité ; toutefois, une attention particulière sera prêtée aux réformes suivantes :

- *mesures visant à assurer que les coûts évoluent en accord avec la productivité, dans le respect des traditions nationales en matière de dialogue social et de relations entre les partenaires sociaux, par exemple :...*
- *veiller à ce que les accords salariaux dans le secteur public viennent soutenir les efforts de compétitivité consentis dans le secteur privé (en gardant à l'esprit que l'évolution des salaires dans le secteur public constitue un signal important) ; »*

Nos amis « partageurs des richesses avec les patrons »

semblent étonnés et rejettent la notion de compétitivité (sauf le PS qui souhaite la muscler par la création d'une Banque Unique d'Investissement), car elle consisterait pour l'essentiel dans la compétition entre salariés et mènerait à la précarisation et à la baisse des salaires. Cela est exact. Mais il ne suffit pas de nier une chose pour qu'elle n'existe pas. Le capitalisme a toujours été et sera toujours le système de la compétitivité économique entre entreprises et entre pays.

Se fixer comme objectif, **tout en laissant en place le système du profit et en partageant « démocratiquement » le pouvoir avec lui**, comme c'est l'idée commune aux directions des syndicats, au Front de Gauche et au NPA et à d'autres, de refuser la compétitivité, d'augmenter les salaires, de rétablir les charges sociales, d'investir des crédits publics dans l'industrie, laisse pendantes au moins trois questions :

- où continueront à s'investir les capitaux privés ? Là où le prix de production des marchandises sera le plus élevé ou le moins élevé ? La taxation, prévue dans le programme du Front de Gauche, des entreprises qui n'auraient pas d'objectifs d'emplois, de formations et de salaires n'est pas du tout la solution, car dans la concurrence internationale les entreprises « sociales » seraient plus chères par leurs coûts salariaux et donc moins compétitives et les autres aussi de par leurs taxes plus élevées !!!
- dans une situation d'endettement gigantesque d'où viendront les sommes nécessaires ? D'emprunts aux investisseurs privés, les financiers tant honnis qui exigeront la rentabilité de leur prêt et la couverture de leurs risques par des taux d'intérêts élevés ou du fonctionnement de la planche à billets générant une formidable inflation qui annulera bientôt les hausses de salaires obtenues ?
- comment se régleront les importations et les exportations avec les autres pays capitalistes où règne la contrainte de la compétitivité ?

Se fixer comme objectif de rétablir une croissance suffisante pour faire progresser à la fois les profits et les salaires comme le déclare le programme du Front de Gauche « *Nous engagerons une politique d'aménagement et de développement industriel du territoire fondée sur des exigences d'emploi, de qualification, de recherche et d'environnement, moteurs d'une nouvelle croissance.* » dans une période de surproduction de marchandises et de suraccumulation de capital ne permettra ni de satisfaire durablement les revendications ni d'enrayer la dérépitude économique générale car le problème est la **saturation** du système capitaliste.

Déjà en 1933, après une période de très grande prospérité (les années folles de 1922-1929) qui mena droit et tout à fait

logiquement à la gigantesque crise économique de 1929 aux Etats-Unis et ailleurs, le gouvernement Roosevelt pris de nombreuses mesures lors du célèbre « New Deal ». Mais ni la « *politique d'aménagement et de développement industriel du territoire* » entreprise à grande échelle, ni les mesures en faveur des salaires (salaire minimum garanti, embauche par millions des chômeurs pour des travaux publics), ni l'indemnisation des paysans qui réduisirent en échange leur production excédentaire, ni la hausse de plus de 80 % en trois ans des dépenses de l'Etat, ni l'imposition des plus riches à **90 %**, ni les tentatives de planification de la production, ni le protectionnisme ne permirent de résoudre la crise du capital aux Etats-Unis. Toutes ces mesures furent payées par la planche à billets. Seule la deuxième guerre mondiale, en transformant les chômeurs en GI, en relançant la production industrielle par le passage à l'économie d'armement et au final en détruisant massivement les capacités mondiales de production a réussi à rajeunir - momentanément - un capitalisme à l'agonie.

Un autre exemple significatif est celui des premiers gouvernements PS-PCF en France sous Mitterrand. Le premier gouvernement Mauroy (1981) inspiré par les théories keynésiennes²¹ embauche 55 000 fonctionnaires dès le mois de juin. En juillet, le smic est relevé de 10 %. Le minimum vieillesse, les allocations handicapés, familiales et logement augmentent à leur tour de 20 % à 25 %. Au total près de 10 milliards de francs sont injectés dans l'économie, soit 1 % du produit intérieur brut (PIB). L'objectif est de relancer la consommation pour atteindre le plein-emploi.

Mais les déficits budgétaires et commerciaux se creusent. Les prix grimpent. Le franc est attaqué de toute part, les capitaux fuient en Suisse.

Devant l'inflation galopante - **13,4 % pour l'année 1981** - Jacques Delors et Pierre Mauroy réussissent finalement à obtenir en 1982 de Mitterrand son accord pour en finir avec l'indexation des salaires sur les prix et pour bloquer les deux. C'est une des premières mesures qui jalonnent la période de 1982 à nos jours et qui consisteront, **quelques soient les gouvernements**, à rétablir le taux de profit au détriment des salaires, des prestations sociales et des services publics. Le système du profit était pour ces gouvernements l'horizon indépassable.

¹⁹ Coe-réexécute : [Mettre un terme à la divergence de compétitivité entre la France et l'Allemagne](#)

²⁰ Conseil européen : [Pacte pour l'Euro plus](#)

²¹ John Maynard Keynes, économiste anglais (5 juin 1883 - 21 avril 1946) qui préconisait pour sauver le capitalisme des crises d'accroître le dirigisme de l'Etat, d'augmenter le pouvoir d'achat des masses en laissant filer les déficits budgétaires.

CE QUI EST NECESSAIRE

Le minimum si l'on veut réellement et durablement augmenter les salaires, rétablir les charges sociales, et en même temps investir des fonds publics dans l'industrie est de préparer, de s'appuyer sur la mobilisation des travailleurs contre la résistance du capital pour prendre les mesures nécessaires :

- en appelant à la constitution de comités d'usine, d'entreprise et d'établissements **indépendants** du

patronat, en les fédérant pour organiser la production au lieu d'inviter les travailleurs à participer démocratiquement à la gestion du capital en pleine déconfiture, à « *participer aux choix d'investissement des entreprises en tenant compte des priorités sociales écologiques et économiques démocratiquement débattues.* » (Programme du Front de Gauche), à partager le pouvoir avec les actionnaires « *le pouvoir économique*

ne sera plus entre les mains des seuls actionnaires, les salariés et leurs représentants seront appelés à participer aux choix d'investissement des entreprises en tenant compte des priorités sociales écologiques et économiques démocratiquement débattues. » (idem)

- en faisant inscrire dans les contrats collectifs l'augmentation automatique et générale des salaires, corrélativement à la montée des prix des articles de consommation, pour lutter contre les effets prévisibles de l'inflation et non revendiquer comme le font les directions syndicales actuelles les sempiternelles et inefficaces négociations par entreprises ou branches qui lient le sort des travailleurs aux résultats de l'entreprise : « *La seule vraie solution réside dans l'augmentation des salaires, qui passe par une augmentation significative du SMIC et par une véritable dynamique de relance des négociations salariales, tant au niveau des branches que des entreprises dans le privé ainsi que dans la Fonction publique* » (tract confédéral CGT 21 avril 2011)
- en interdisant les licenciements et en répartissant le travail disponible entre tous les travailleurs et les chômeurs au lieu d'envisager comme seul avenir le chômage de masse : « *Loin de toute « flexibilité » nous sécuriserons les parcours de chacune et chacun dans l'emploi et la formation avec continuité de revenu tout au long de la vie. Une sécurité sociale professionnelle sera instituée, prenant en charge les périodes de non-emploi, de formation et de retrait d'activité notamment pour les femmes ou les hommes élevant leurs enfants. Ainsi nous empêcherons que la force de travail du pays soit détruite par le chômage de masse.* » (Programme du Front de Gauche).
- en nationalisant les banques sans indemnités ni rachat pour employer les énormes capitaux financiers constitués par le travail antérieur des producteurs à l'amélioration du sort des travailleurs, ouvriers et paysans, à la gestion de l'économie et non à la reproduction du profit au lieu de nous amuser avec des mesures du genre « *Nous imposerons la séparation des banques de dépôt et des banques d'investissement.* » (Programme du Front de Gauche) mesure déjà prise en 1933 par Roosevelt lors du New Deal, abrogée en 1999 et qui n'empêcha guère la multitude de crises financières entre ces deux dates aux USA²².
- en mobilisant les travailleurs de ces mêmes banques pour éviter toute fuite et toute dissimulation de capitaux et non en prévoyant un vague et restreint « *Placement sous contrôle social des banques privées qui ne respecteraient pas la nouvelle réglementation en matière de lutte contre la spéculation et la financiarisation de notre économie.* » (Programme FG) qui laissera intacts les établissements financiers privés fondés sur le profit.
- en combattant dès **aujourd'hui** pour un gouvernement des travailleurs au lieu de prévoir le combat éternel entre le capital et le travail « *Nous n'avons pas l'illusion que le capital se laissera amputer passivement, seul le rapport*

de forces imposera la progression et l'extension du salaire durant toute la vie, associées à sa gestion démocratique dans la perspective d'une gestion solidaire et non capitaliste. »²³ (Nos réponses à la crise, Programme du NPA) et le partage démocratique du pouvoir entre les classes par le respect des institutions bourgeoises et des élections censées introduire le ver prolétarien dans la pomme capitaliste (tous nos partageurs se situent - sauf la mouvance anarchiste - sur ce terrain et ce rythme électoraliste). Illusion mortelle qui a toujours conduit dans l'histoire au passage lors des crises majeures à des formes musclées de domination du capital.

Pour en terminer provisoirement avec ce sujet, nous souhaitons introduire cette dernière question : comment envisager l'idée de partage des richesses avec le capital au moment même où nous entrons dans une crise mondiale majeure ?

De 1982 à 2006 nous avons assisté à des années de rétablissement du taux de profit général qui baissait à la fin des années 1970, grâce à :

- une politique concertée du capital dans les pays capitalistes majeurs de baisse des salaires, des charges patronales et d'attaque contre les services publics,
- l'élargissement momentané des marchés disponibles par la restauration du capitalisme en URSS, dans les pays de l'Est et en Chine qui ont absorbé la hausse de la production mondiale.

Aujourd'hui nous arrivons à nouveau à saturation, surproduction de marchandises (il n'y a qu'à constater le faible taux d'utilisation des capacités de production des entreprises capitalistes pour le comprendre) et suraccumulation de capital. Il n'y a aucune chance que le marché capitaliste mondial s'élargisse encore. Il est donc vital pour le maintien du profit de mettre en œuvre à nouveau : baisse des salaires, des charges patronales et attaques contre les services publics, contre tous les acquis. C'est là le sens des mesures dites d'austérité. Le pays qui voudra faire l'inverse dans le cadre de ce système verra son économie s'effondrer.

Nos amis partageurs peuvent-ils nous expliquer comment ils comptent faire cohabiter cette nécessité vitale du capital et la satisfaction non moins vitale des besoins des masses ? Et pourquoi ils tiennent à cette illusion mortelle du partage des pouvoirs, de la « démocratie » capitaliste qui n'engage qu'eux et en aucun cas les trusts et les banques qui se préparent eux, avec leurs outils, leurs états, à d'autres types de combats ?

²² Liste des crises monétaires et financières et Denise Artaud : L'Amérique en crise : Roosevelt et le New Deal 1987 A Colin. Page 222 : En Mars 35 a lieu le deuxième krach de Wall street malgré la loi de séparation des banques de dépôt et d'investissement de 1933.

²³ NPA : Nos réponses à la crise (texte voté par le 1er congrès du NPA)

Victor MAURICE, le 31 octobre 2011.

Supplément au
n° 23
octobre 2011
Prix : 1,00 €

**RAPPORT INTERNATIONAL
SOU MIS A LA DISCUSSION
DES JOURNEES D'ETUDES DU CCI(T)
DES 1^{ER} ET 2 OCTOBRE 2011**

**Première partie :
LA CRISE
Deuxième partie :
LES RAPPORTS ENTRE LES CLASSES**

Contact :
ccit@cci-t.org
Site : <http://cci-t.org>

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Combattre pour en finir avec le capitalisme.

NOM : Prénom :

Adresse :

E-mail (facultatif) :

Abonnement pour **10 numéros** (comprenant les suppléments, tracts, informations...) : **20,00 €**

Etudiants, chômeurs : 5, 00 à 10,00 €

Abonnement de soutien : 35,00 – 40,00 – 50,00 € - Merci

Je joins un chèque de € à l'ordre de **A.R.T.P.** et à l'adresse
de Louis RASCLE 24, allée des Platanes 69500 BRON

Signature :

Qui sommes-nous ?

Des militants attachés à la défense des droits et intérêts de la classe ouvrière et des masses exploitées en général, avec la conviction que ceux-ci exigent non pas la recherche d'une impossible réforme du système de profit capitaliste, mais **la volonté de l'abattre**.

Nous sommes profondément convaincus que des millions de travailleurs et d'opprimés ressentent, comme nous, avec angoisse, que ce système mène la société toute entière et de plus en plus vite, à une impasse sans précédent, dont la barbarie est déjà à l'œuvre. En même temps, tout en s'efforçant de réagir aux oppressions par les moyens à leur disposition, ils ne voient pas comment en extirper les racines et construire un système social qui en finisse avec l'exploitation de l'homme par l'homme, **c'est-à-dire le socialisme**.

Nous considérons que pour cette tâche historique, le prolétariat et les masses populaires en général ont besoin de reconstituer, sur le plan national en France **un Parti Ouvrier Révolutionnaire** et à l'échelle mondiale, **une Internationale Ouvrière Révolutionnaire**, qui ont été détruits par les trahisons successives de la social-démocratie et du stalinisme.

Parmi les groupes et organismes qui se réclament du trotskysme ou de la révolution, nous nous distinguons d'une part par notre refus du sectarisme comme des dérives bureaucratiques, opportunistes ou « gauchistes », d'autre part par une ligne politique constante et claire : **mettre en avant, en toutes circonstances et avant tout, le combat pour un gouvernement ouvrier fondé sur le Front unique des organisations ouvrières contre la bourgeoisie**, et contrôlé par la mobilisation permanente des masses

C'est sur cette ligne que nous militons dans les syndicats, pour la démocratie ouvrière et pour leur indépendance de classe, contre toute forme de collaboration des représentants syndicaux avec ceux du patronat et de la bourgeoisie, quel que soit son titre : « cogestion », participation » ou « dialogue social », etc...

C'est également sur cette ligne que nous militons dans les regroupements autonomes (collectifs, comités,...) par lesquels la classe ouvrière, les jeunes et les masses populaires en général cherchent à organiser leurs combats, contre la tutelle et les trahisons des bureaucrates syndicaux et politiques au bénéfice de la classe dominante.

Nous ne séparons pas ce combat quotidien pour les revendications immédiates et élémentaires des exploités, affamés et rejetés par la férocité impérialiste, des mots d'ordre « transitoires » ouvrant la voie au gouvernement ouvrier et à **« l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes »**.

Nous nous situons ainsi en continuité du « Comité pour la construction d'un Parti Ouvrier Révolutionnaire » fondé en 1984 par le dirigeant trotskyste **Stéphane JUST**.